



Paraît
chaque
Vendredi

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

La bourgeoisie prépare son "Etat fort"

Opposons notre solution de classe !



Depuis l'accord de Munich, la crise de régime en France s'est accentuée, bien que les masses ouvrières semblent beaucoup moins menaçantes qu'à d'autres périodes, pour ne pas dire qu'elles semblent profondément abattues. Il ne s'agit pas de nous tromper nous-mêmes : la situation se présente difficile pour la classe ouvrière et son avant-garde, mais il serait non moins dangereux de n'en rester qu'aux apparences et d'oublier les tendances profondes.

Les épreuves auxquelles on a soumis certains nerfs pendant le mois de septembre ont provoqué en réaction une dépression des masses, mais cela ne les a pas brisées, comme elles l'ont été par le fascisme en Allemagne. Et le capitalisme français n'est pas encore en état de substituer à sa démocratie en putréfaction un système bru-

tal dont la stabilité sera relativement durable.

Le capitalisme français, avec la crise qui s'est dénouée à Munich, a montré aux plus myopes qu'il n'était plus qu'un impérialisme de second ordre : ses dirigeants vont chercher leurs ordres à Londres ; ceux qui leur font opposition préféreraient les prendre à Berlin. Mais tous trouvent nécessaire, même pour conserver le rang actuel et ne pas être obligés de lâcher quelques-unes des rapines coloniales, de substituer à la pourriture démocratique un « Etat fort », un Etat qui ne s'effondrera pas dans la course aux armements.

C'est là que commencent les difficultés pour ces messieurs. Le capitalisme français est comme ces gens qui ne savent pas ce qu'ils veulent, mais qui le veulent énergiquement. Daladier a obtenu les pleins pouvoirs en un tournemain, mais les jours passent sans qu'il s'en serve.

La droite traditionnelle (Bailby, Kérislis...) prodigue les conseils d'énergie. Les « anciens combattants » sont encore à nouveau avancés comme pions. A gauche, les radicaux cherchent à faire l'opération à leur profit. Belin et un certain nombre de militants de la C.G.T. demandent aussi de l'énergie, tout en exhibant « l'âme ardente du syndicalisme français » dans un banquet avec Frossard, Roche, Déat, Sébastien Faure, Louis Sellier, d'autres encore. Enfin, Blum lui-même donne chaque jour de la plume pour faire savoir : et moi aussi, je ferai faire des avions !

Dans ce concert, les stalinien trouvent difficilement à jouer leur partie : ils ne sont pas partie de la bourgeoisie et ils ne sont plus les défenseurs des intérêts ouvriers ; ils continuent presque seuls à jouer l'air du « Front populaire » pour tenter de conserver leur influence sur les masses tout en les maintenant dans l'inaction.

Les ouvriers ont été sérieusement alertés par la menace de guerre. S'ils ne veulent pas être entraînés dans celle-ci, en un délai rapproché même aux estimations les plus larges, ils doivent surmonter rapidement le désarroi actuel. Par leur action, ils doivent gêner le plan de la bourgeoisie. Ils n'accepteront pas l'« Etat fort » dirigé contre eux ; ils ne prendront pas part à la course aux armements en faisant des heures supplémentaires, ils briseront l'offensive de leur maître, ils vaincront misère, fascisme et guerre en instaurant le pouvoir des ouvriers et des paysans.

En tâtonnant, en oscillant, des couches plus larges s'orientent vers les solutions que le Parti Communiste Internationaliste a préconisées depuis 1936 : la préparation de la grève générale, la création de conseils d'entreprises, la formation de milices ouvrières. C'est seulement par les solutions de combat contre le capital que le prolétariat se sauvera et sauvera l'humanité tout entière de la barbarie où le capitalisme l'entraîne.

Les militants du P.O.U.M. menacés

Nous appelons tous nos camarades à assister au meeting organisé par le S.I.A., samedi 22, à la Mutualité, pour la défense des militants du P.O.U.M. Nous donnons, en pages 2 et 3, des informations sur le procès. Dans le prochain numéro, nous dirons pourquoi nous ne partageons pas le caractère donné au meeting du 22 par les

organisateur. Il ne s'agit pas d'une réunion à vedettes, mais d'une lutte pour des militants ouvriers : celle-ci exige une unité d'action des organisations prolétariennes. C'est dans le sens d'une protestation de classe que nous demandons à tous nos camarades de se rendre au meeting organisé.

A Lyon, plus de 70 gars du bâtiment emprisonnés

Labrousse, secrétaire adjoint de la Fédération du Bâtiment, est emprisonné et la C.G.T. proteste.

Mais, à Lyon, plus de 70 grévistes sont déjà emprisonnés. Les condamnations pleuvent chaque jour. La C.G.T. se tait. La presse dite ouvrière ignore, pour ces prolétaires frappés pour leur action de classe, les gros titres et la première page. La bourgeoisie exploite, contre les gars du Bâtiment, l'indignité de leur Fédération dans le cas des militants de Saint-Etienne, Garnier et David.

La répression ne cesse de sévir également contre la presse ouvrière. « Le Réveil Syndicaliste » est poursuivi ainsi que deux camarades du « Cercle Lutte de Classes », la camarade S. Charpit est condamnée à un an comme gérant de « Révolution » ; pour un numéro de « La Commune » dont il était alors le gérant, le camarade R. Moll-

nier voit sa condamnation de quatre mois confirmée en appel.

Le numéro 147 de « La Commune » a été encore saisi.

La bourgeoisie est à la recherche d'une formule d'« Etat fort ». Mais, sans perdre un instant, sa justice et sa police fonctionnent contre l'avant-garde révolutionnaire. Qui en serait surpris ? Qui ne s'attend à une accentuation et à un élargissement de la répression ferait une lourde faute ! Il n'y a qu'un moyen d'en venir à bout, c'est de décupler la lutte contre le régime.

Pour répondre aux mesures de coercition, l'action révolutionnaire se fera plus ardente, plus intense, la solidarité s'exercera plus puissamment. Le réformisme, le stalinisme devront reculer. La IV^e Internationale les vaincra.

A bas la répression capitaliste ! 49, fbg. St Martin-Paris X

Nouvelle adresse :

Nous prions tous nos amis de prendre note de notre nouveau siège où nous n'emménagerons qu'à la fin de la semaine et où ils pourront venir A PARTIR DU LUNDI 24 OCTOBRE.

Notre nouveau siège (permanence de 18 heures 30 à 20 heures) :

Un nouveau crime du Guépéou se prépare à Barcelone

Sauvons les militants du P.O.U.M.

Notre camarade Fosco, mis en cause par le procureur, demande à pouvoir témoigner devant le tribunal

LE gouvernement bonapartiste policier Negrin (P.S.) - Comorera (P.C.) - Azana-Blanco (C.N.T.) veut assassiner Andrade, Gorkin, Gironella, Arquer, Bonet, Rebull, Escuder, en représaille contre le prolétariat espagnol et international, afin d'avoir les mains libres de livrer le reste de l'Espagne à Franco, condition pour sauver le régime capitaliste.

La classe ouvrière, son avant-garde, doivent comprendre toute la portée politique de ce « procès » qui est la suite tragique de deux années de politique d'un antifascisme démocratique bourgeois. C'est cette politique de concessions qui a conduit les organisations ouvrières à la collaboration de classe dans les gouvernements de coalition, acceptant la dissolution des comités révolutionnaires et le désarmement du prolétariat, permettant à la contre-révolution d'étrangler la

monde sait qu'il a été assassiné par le Guépéou à Madrid, après les journées de mai 1937. (A une des audiences, les camarades du C.E. du P.O.U.M. ont placé une photographie de Nin sur le banc des accusés). Le neuvième accusé est Rovira, commandant de la 29^e Division du P.O.U.M.

L'attitude des inculpés est très ferme. Aucun d'eux n'a « avoué ». Cette attitude énergique transparaît entre les lignes des « reportages » de la presse stalinienne qui affirme que les accusés « sont d'une extraordinaire insolence ». Des faits équivoques sont évoqués et déformés par le procureur Gomis, agent du Guépéou, afin de « prouver » la liaison des « trotskystes » et du P.O.U.M. avec la Gestapo, etc., etc.

On demande à Gironella — (précisément à lui, parce qu'il était le délégué militaire du P.O.U.M. et que ce fait « servira » au Guépéou pour « dé-

parfaitement que celles-ci n'ont été que l'explosion des plans de la contre-révolution bourgeoise-réformiste-stalinienne contre les conquêtes révolutionnaires de la classe ouvrière — et que cette dernière n'a fait que riposter héroïquement à la provocation, sans être dirigée par le P.O.U.M. qui ne s'attendait même pas aux événements et qui n'a fait que les suivre.

Le stalinisme, encouragé par la « réussite » de ses précédents crimes, continue à braver le prolétariat révolutionnaire en frappant son avant-garde.

Il faut entreprendre une puissante agitation à laquelle doivent participer toutes les fractions et partis d'avant-garde regroupés dans un front unique pour arracher les camarades du C.E. du P.O.U.M. des griffes du Guépéou et exiger la libération de tous les prolétaires révolutionnaires emprisonnés par le gouvernement « démocratique » de Negrin.



La colonne Lénine, composée de miliciens du P.O.U.M.

révolution, de passer à l'extermination de ce qui restait du prolétariat révolutionnaire.

A travers le « procès » des camarades du C.E. du P.O.U.M., le Guépéou vise le « trotskysme » et le programme révolutionnaire de la IV^e Internationale. Le plus grand silence règne autour du procès du P.O.U.M. Toute la presse de gauche et de droite, démocratique, fasciste, socialiste, etc., semble ignorer la parodie ignoble du Guépéou, qui se déroule depuis plus d'une semaine à Barcelone, laissant le soin aux organes staliniens de tous les pays de déverser leurs calomnies et leurs accusations monstrueuses contre des militants révolutionnaires.

A quelques mois de distance des « procès de Moscou », le « procès » contre le P.O.U.M., — précédé des assassinats de Nin, Tosca, Berneri, Wolff, Moulin et de centaines de prolétaires révolutionnaires, — est la suite de la longue chaîne de crimes que le stalinisme commet contre l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, dans le seul but de discréditer, de désorienter et de détruire ce qu'il sait être son ennemi mortel : le « trotskysme ».

Dans ce « procès », tout — depuis le ton et la forme des interrogatoires jusqu'aux conclusions des juges du Guépéou en passant par les accusations et les affirmations du « tribunal » — rappelle l'atmosphère lourde d'amalgames, de contradictions et de faux, caractéristique des « procès » Zinoviev-Kamenev et leurs compagnons.

Les quatre premières audiences ont été consacrées à l'interrogatoire des accusés, dont 7 seulement sur 9 comparaissent devant le tribunal. Le principal accusé, Andrés Nin, est présenté comme étant en fuite, alors que tout le

montrer » la « liaison directe » sur le plan militaire, avec les fascistes) — s'il connaît un certain Fosco, agent de l'O.V.R.A., Gironella répond affirmativement, mais en précisant énergiquement que ce dernier est un antifasciste connu. Tel est le fait. Le Guépéou conclut : « Fosco, agent de l'OVRA ; ajoutons-y un Hindenburg (serait-ce le camarade Erembourg qui a été tué sur le front ?) — agent de la Gestapo ; et déduit : Gironella reconnaît avoir eu des liaisons avec des agents notoires de l'OVRA et de la Gestapo.

Tell est la clé grotesque et criminelle de l'amalgame stalinien.

Après le dernier interrogatoire qui est celui de Rebull, au cours duquel est évoquée une « visite » de ce dernier à Trotsky — (sur ce point les journaux staliniens n'arrivent même pas à se mettre d'accord : « l'Humanité » et « Ce Soir » affirment que c'est avec Trotsky lui-même que Rebull a conversé longuement, tandis que « La voce degli italiani » dit que c'est « avec son lieutenant Diego Rivera »...) — on procède à l'audition des témoins, des experts en écriture, etc. Les témoignages à charge les plus importants et les plus... impartiaux sont apportés par des agents de police et par des membres du Parti communiste et du P.S.U.C.

C'est devant un « public » soigneusement trié et préparé que les « témoins » « confirment », sans aucune preuve, les accusations formulées par le procureur. L'I.O.S. a envoyé un télégramme à Negrin-Gonzalez Pena-Lamonedá, dans le sol-disant but de prendre la défense des accusés, tout en ayant « pleine confiance » dans la justice du gouvernement bonapartiste-policier de la contre-révolution auquel les chefs de la C.N.T. se sont si bien ralliés...

Même dans la partie de l'accusation concernant les « journées de mai 1937 », le Guépéou accumule faux sur faux. Le stalinisme sait parfaitement qui a provoqué les journées de mai. Il sait

Après que Irujo, ex-ministre de la Justice, ait témoigné, contrairement aux dires de la presse stalinienne, en faveur du P.O.U.M., contre les accusations mensongères d'espionnage et de haute-trahison, Largo Caballero, ministre de la Guerre pendant les événements de mai, déclara « que le P.O.U.M. n'a pas préparé les événements de mai. Qu'il a été obligé (Caballero) de démissionner du gouvernement pour n'avoir pas consenti à dissoudre le P.O.U.M., organisation qu'il considère comme antifasciste. Qu'il n'a jamais cru aux accusations d'espionnage formulées contre le P.O.U.M. Quant aux attaques que le P.O.U.M. a faites contre le gouvernement, il dit que cela ne prouve rien. Bien d'autres partis politiques en ont fait autant, sinon plus ». M. Araguistain, ex-ambassadeur d'Espagne à Paris déclare qu'il a toujours considéré Nin et Andrade comme de sincères antifascistes. Il ajoute : « Negrin et moi avons collaboré, à une certaine époque, avec Andrade, dans une maison d'éditions marxistes ».

Une protestation du P.C.I.

A la veille du procès du P.O.U.M., à Barcelone, le P.C.I. a adressé le télégramme suivant :

Président Negrin, Barcelone.
Parti Communiste Internationaliste proteste contre refus déléguation ouvrière internationale au procès P.O.U.M. et exige libération militants victimes de machinations Guépéou.

La lettre du camarade Fosco au tribunal de Barcelone

Mis en cause dans le procès du P.O.U.M., notre camarade Fosco a adressé au tribunal de Barcelone un télégramme et une lettre que nous reproduisons ci-dessous. Nous verrons si la Justice de Negrin acceptera d'entendre notre camarade ou si elle agira comme le tribunal de Moscou, c'est-à-dire se refusera à entendre tout témoin qui gênera sa besogne.

La Haye, le 16 octobre 1938.
Au Président du Tribunal d'Espionnage et de Haute-Trahison de Barcelone.

Mis en cause dans le monstrueux procès monté par le Guépéou à Barcelone, contre les camarades du Comité Exécutif du P.O.U.M., par le procureur, pendant l'interrogatoire du camarade Gironella, publié dans le Journal « Ce Soir » du 15 octobre et « l'Humanité » du 16, et autres journaux, je demande à témoigner à Barcelone devant le Tribunal et vous confirme mon télégramme du 16 à ce sujet, ainsi conçu :

« Tribunal de Barcelone,
« Mis en cause procès P.O.U.M., demande suspension « pour venir Tribunal prouver fausseté accusations.
« Fosco »

« Parti Communiste Internationaliste. »
Ma présence au Tribunal peut permettre au procureur d'établir où et à quel moment a été faite la perquisition en question ; où se trouvaient et quels sont les documents trouvés chez moi... ou chez Hindenburg (si celui-ci existe) — et quels ont été les rapports entre ce dernier et moi en Espagne.

(Suite page 3.)

Après MUNICH ...

LES événements marchent à pas de géant. Munich est déjà largement dépassé. Tous les bons « démocrates » qui avaient pensé que Munich ouvrirait sur tous les terrains une ère d'apaisement sont bien déçus.

Hitler entend utiliser au maximum, « vite et fort » (pour reprendre une expression chère à Daladier) les énormes avantages qu'après l'Anschluss lui a donnés Munich. Partout les troupes allemandes avancent ; foins de plébiscites ! et pourquoi faire ? À la conférence de Berlin, Ribbentrop n'a qu'à taper sur la table pour obtenir tout ce qu'il veut ! La délimitation de la Zone 5 est très caractéristique à cet égard ; on apprend de plus aujourd'hui que les troupes allemandes occupent les têtes de pont de Bratislava, grand port sur le Danube, qui n'a rien d'allemand et se trouve du reste revendiqué par Buda-Pest. Bref, ce n'est plus une rectification de frontières, c'est un dépeçage avec attribution des meilleurs morceaux à Berlin.

Et cela n'est qu'un commencement : la marche vers l'Est se poursuit. Berlin signe dans la même semaine un accord commercial avec Sofia, Belgrade, et prête 12 millions de livres sterling à Ankara, non sans contreparties, évidemment.

Dans le camp anglo-français, c'est un désarroi — à peine caché — que le discours d'Hitler à Sarrebruck n'a fait qu'augmenter. Comment endiguer le flot ? s'interroge-t-on à Londres et Paris. Et les combinaisons de se succéder, pour essayer de constituer avec l'appui anglo-français un bloc « Pologne-Hongrie-Roumanie » qui, « paraît-il », — nouvelle illusion — aurait les faveurs de Rome !

Pendant ce temps, Londres décide une transformation de ses armées et dispositifs militaires, un réarmement intensif, et prépare aussi l'opinion à la conscription obligatoire.

Que valent ces prétentions de s'opposer à la poussée pangermaniste ? S'agit-il de nouvelles velléités que le rapport de forces ne permettra pas de pousser à fond ? C'est fort possible. Et si ce n'est pas cela, alors, il faut le dire, c'est, après réalisation d'une espèce d'union nationale en Angleterre et en France, la contre-offensive prochaine, c'est-à-dire la guerre.

Il faut reconnaître qu'organiser la résistance au pangermanisme n'est pas facile pour les brigands franco-anglais. Sur le front de l'Est, Prague subit maintenant l'influence de Berlin (le départ de Bénès a marqué la fin de toute résistance), et le nazisme se développe en Tchécoslovaquie. La Yougoslavie échappe complètement à Paris ; le roi Carol se prépare à tourner casaque, tandis que la croix gammée, par son action intérieure facilite l'action diplomatique du Reich, puissant voisin, plein de dynamisme, et auquel il ne fait pas bon de s'opposer.

Si Londres veut réellement établir un barrage dans ces zones, il lui faudra payer

Des abonnements!

ABONNE-TOI A « LA COMMUNE » (6 fr. 50 le No.)	
3 mois	8 Fr.
6 mois	15 Fr.
1 an	30 Fr.
ABONNE-TOI A « LA VERITE » (6 fr. le No.)	
1 an	30 Fr.

Seuls les abonnements et les efforts personnels des lecteurs permettent à « La Commune » et à « La Vérité » de pouvoir vivre.

Compte Chèque Postal : BRAUSCH 1773-07 Paris

cher et parler haut, s'engager à fond. La Cité n'y semble qu'à moitié disposée ; les affaires de Palestine, les affaires d'Irlande, les affaires d'Hong-Kong la paralysent sérieusement.

Quant à l'impérialisme français, son rôle est de plus en plus effacé. Brillant second de Londres, il se trouve partagé entre des velléités de résistance et la capitulation intégrale. Une aile importante du grand capital opine pour cette seconde solution : Paris brillant second de Berlin. Tel est le thème de bon nombre de nationaux, qui considèrent, comme les gros banquiers et industriels tchèques, que cette voie est encore la meilleure pour garder leurs avantages.

Quant à l'U.R.S.S., le péril extérieur s'alliant à la désagrégation intérieure lui font courir les plus grands dangers. Les ravages stalinien sont, en U.R.S.S., encore plus considérables que ceux causés par la III^e Internationale dans les partis ouvriers du monde entier, et ce n'est pas peu dire ! Lindbergh a porté sur l'aviation soviétique et la gabegie bureaucratique des jugements sévères. Les démentis de Moscou ne rassurent personne : Lindbergh fut accueilli là-bas avec honneur : les plus grandes facilités lui furent données pour se rendre compte de l'état de l'aviation russe, des offres très importantes lui furent faites. Son jugement marque une déception profonde et cela nous rappelle un certain Gide également déçu... La transformation prochaine du « père des peuples » Staline en « führer » russe ne fait que souligner les difficultés de l'Etat russe. Cette situation de l'U.R.S.S. rend plus hésitants les partisans anglo-français de la résistance à tout prix au pangermanisme, lesquels cherchent absolument à entraîner New-York, sans lequel ils ne peuvent rien entreprendre.

Actuellement, les « démocraties » sont donc bien partagées. Il est vraisemblable qu'elles s'orienteront vers une combinaison de résistance sur deux plans : extérieur contre la poussée de l'impérialisme allemand, et intérieur pour une plus sévère exploitation et discipline des masses par le renforcement du régime chancelant, le tout évidemment au nom de la Paix et de l'intérêt général.

Guerre mondiale, fascisation de l'Europe, développement de la rivalité germano-américaine, guerres et révolutions, telles restent les prochaines perspectives.

En Espagne, Mussolini poursuit ses manœuvres. Il retire les volontaires « en ayant marre » mais laisse les éléments décisifs : aviation et matériel ; de plus, Franco réclame la reconnaissance du droit de belligérance, c'est-à-dire la possibilité de bloquer le ravitaillement républicain. La Cité pousse la France à lâcher définitivement Negrin, des pourparlers secrets se poursuivent pour un compromis mettant fin au conflit, chacune des parties jouant au plus malin.

Comment et par qui sera colonisée l'Espagne ? Les brigands se mettront-ils d'accord pour le partage de ses richesses ? Il faut encore attendre pour le savoir. Un fait demeure, lui, hélas, certain : la décapitation du prolétariat en Espagne, la misère et la démoralisation des masses, qui, parties à la bataille pour leurs intérêts de classe, se rendent déjà compte qu'elles ont été trahies par leurs chefs et entraînés dans un système où les rivalités impérialistes mènent le jeu.

Pour du beau travail, messieurs les stalinistes, messieurs les socialistes, messieurs les anarchistes, c'est du beau travail ! Il est vrai qu'il vous restera la ressource d'assassiner les trotskystes, dont les vérités vous accablent.

La lettre du camarade Fosco au tribunal de Barcelone

(Suite de la page 2)

Dans l'acte d'accusation contre le Comité Exécutif du P.O.U.M., le procureur général, agent du Guépéou et de la contre-révolution internationale bourgeoise démocratique, me présente, sans l'ombre d'une preuve, comme un agent nazi de la Gestapo et de l'O.V.R.A., en même temps qu'un homme Hindenburg que je n'ai jamais connu. Et ceci afin de « prouver » la culpabilité d'« espionnage et de haute trahison » du P.O.U.M., ainsi que ses liens avec le « trotskisme-fascisme ».

Ce système infâme d'amalgames des organisations révolutionnaires avec les polices des Etats fascistes, caractérise le stalinisme qui, au cours de « procès » et dans les « confessions » de Moscou, a si clairement démontré sa nature contre-révolutionnaire.

Je suis un militant révolutionnaire, connu dans tout le mouvement ouvrier italien, communiste dès la fondation du Parti Communiste d'Italie. Engrégé après 4 ans et demi de prison en Italie, expulsé et persécuté par les Gouvernements bourgeois d'une série d'Etats capitalistes, exclu du Parti communiste Italien comme oppositional de gauche en 1928 ; entré en 1936 au Parti Socialiste Italien (Internationale ouvrière Socialiste) et élu au Conseil national du Parti dans la même année. Arrivé en Espagne en 1936, arrêté par la police fasciste (Salazar), libéré à la suite de la campagne des organisations ouvrières espagnoles et internationales, j'ai participé aux Journées révolutionnaires de juillet à Barcelone. Nommé délégué politique du Comité Exécutif du P.O.U.M. pour le contrôle et la direction des groupes « étrangers » pendant les trois premiers mois de la révolution, sans cependant être adhérent au P.O.U.M.

Je connais l'honnêteté révolutionnaire de tous les camarades du P.O.U.M., accusés par la contre-révolution stalinienne qui veut les assassiner après Nin, Berneri, Wolf, Moulin, Tosca, Landau et des milliers de prolétaires.

Mon activité de militant est maintenant dirigée et contrôlée par le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, qui lutte sur le programme de la IV^e Internationale pour la révolution prolétarienne mondiale.

J'exige d'être convoqué au procès du P.O.U.M.

FOSCO.

(Fosco, par « La Commune », 36, rue du Château-d'Eau, à Paris.)

Le « pape » est mort

Kautsky le renégat

Il était le « pape » de la Social-démocratie allemande dont Bebel était le « kaiser ». L'influence de Kautsky sur la II^e Internationale avant la guerre fut considérable. Il défendit le marxisme, dans sa lettre, notamment contre le révisionniste Bernstein. Déjà, à cette époque, Rosa Luxembourg montra le caractère équivoque des positions de Kautsky ; et dans les années qui précédèrent 1914, elle organisa contre lui la gauche avec Liebknecht, Mehring, Clara Zetkin.

La guerre et la révolution russe démasquèrent définitivement Kautsky. Centriste, antibolchevique forcené. Toute son érudition, il la dirigea avec fiel contre les combattants d'Octobre. Lénine et Trotsky dénoncèrent au prolétariat mondial « le renégat Kautsky ».

Dans son article nécrologique, « l'Humanité » rappelle la capitulation de Kautsky devant l'impérialisme, sa position de défense nationale, mais elle ne fait que glisser.

Note de la Rédaction

Nos lecteurs trouveront, en plus des 8 pages, un supplément de 4 pages consacré aux problèmes de construction de la IV^e Internationale. L'importance de ce supplément n'échappera pas aux militants.

Nous sommes obligés de remettre à un prochain numéro la publication d'extraits du journal mensuel « Contre le Courant », édité par les camarades belges du groupe Vereecken, ainsi que d'informations sur la Tchécoslovaquie.

Camarades, pour comprendre la trame contre-révolutionnaire du « procès » contre le P.O.U.M. « trotskyste », confectionné par le gouvernement Negrin, sur les instigations du stalinisme, LISEZ ET DIFFUSEZ LE N° DE « LA VERITE » qui vous parle du livre noir de Staline : « Espionnage en Espagne ».

200.000 morts en sursis ...

LS avaient décidé « l'héroïque sacrifice » de 200.000 gars pour s'emparer de la ligne Siegfried. C'est ce que le député anglais Amery clamait devant la Chambre des Communes pour faire honte aux éventuelles hésitations de l'impérialisme britannique. 200.000 macchabs d'ouvriers et de paysans ! Ça ferait un beau monument aux morts, 200.000 cadavres !

En tous cas, il est plus facile à nos glorieuses culottes de peau de décider, au bureau de l'Etat-major, du sacrifice de 200.000 gars que de l'organisation de l'alimentation régulière des mobilisés, sans doute aussi la peau d'un trouffion coûte moins cher qu'une boîte de bœuf de Madagascar.

Partis défendre la Démocratie et ses générosités, les travailleurs mobilisés ont, dès les premiers jours, connu la faim et la crasse des casernements inorganisés, mais des tonnes d'explosifs, des milliers de camions de matériel roulaient jour et nuit vers la frontière. « Tout pour le matériel, rien pour la viande ». C'est une maxime de la Démocratie bourgeoise dans la préparation de la guerre : crève sur la Maginot pour la guerre impérialiste, crève à la production pour la guerre impérialiste, crève, prolo, pour que l'usine reste au patron et toi, paysan, pour que la terre soit toujours au propriétaire du château.

Hier, la classe rentrait après deux ans de misère, des casernes, après les angoisses de l'alerte de septembre. Ceux qui, au moment tant attendu où ils allaient rebêtir un pantalon long et une casquette, sont partis dans des camions pour un voyage qu'ils croyaient sans retour, ceux-là explosaient de joie hier en mettant le pied sur le sol de Paris ou de la ville natale. Attention, les gars ! Vous êtes seulement en permission de détente, la guerre vous reprendra bientôt sans doute, l'armée bourgeoise ne vous lâchera pas comme ça !

En attendant le fascicule, allez au travail (si vous en trouvez après ces deux ans pendant lesquels vous avez appris à correctement oublier votre métier), il faut produire pour la guerre ! Toujours pour la guerre ! Crève à la Maginot, crève à l'usine, il faut préparer l'assassinat en masse de tes frères de misère, d'Allemagne, d'Italie ou d'ailleurs.

Et ceux qui vont partir ne partent pas pour deux ans. C'est pour trois ans qu'ils s'en vont vers la frontière. C'est peut-être aussi un aller simple ! Sans que la guerre soit déclarée, combien de jeunes et de vieux ouvriers et paysans ont trouvé la mort dans l'alerte de septembre ? La presse bourgeoise couvre d'éloges les chefs et le troupeau mobilisés pour la défense de ses privilèges, mais elle ne souffle mot des dizaines de suicides, des accidents mortels, des cas de folie subite provoqués par ce faux départ pour la guerre. Elle tire le rideau de feuilles de laurier sur les plaies écœurantes de sa mobilisation et la classe qu'elle défend veut baillonner les bolcheviks-léninistes parce que nous décrivons les choses qu'elle cache.

Combien d'exercices de mobilisation pendant ces trois ans (on les aura !) ? Combien de petits gars écrasés par les tanks, déchiquetés par une explosion, crevés par l'humidité des casernes ou la température boréale des chambrées et le régime des prisons militaires.

Et tous ces morts pour une guerre qui n'est pas la leur !

Vous autres, à la frontière, qui avez vu l'« ennemi » en face à quelques mètres, et



Les soldats écrivent à "la Com

SOUS LA TEN

A Barenthal (Moselle)

... La guerre avec ses privations et ses souffrances commençait. Seuls les coups de feu auront manqué pour lui donner son entier caractère.

L'ensemble des camarades, appelés le samedi 24 septembre, furent rapidement dirigés sur la frontière.

Selon les prescriptions mentionnées sur le fascicule de mobilisation, chacun devait emporter des vivres pour deux jours, c'est-à-dire logiquement pour le samedi et le dimanche. Mais l'Administration militaire en jugea tout autrement. Elle prétendit que les deux jours de nourriture personnelle correspondaient au dimanche et au lundi. Dans ces conditions, la journée du lundi fut un jour maigre dans le sens le plus absolu du terme, car l'évacuation des habitants et des marchandises était déjà une réalité.

La troupe pouvait penser que le mardi lui serait plus favorable. Hélas ! Il fallut vite déchanter. Une seule boîte de sardines fut donnée à chaque homme pour toute la journée.

Le lendemain mercredi, la nourriture se composa uniquement d'une petite boîte de sardines. Par la suite cela ne devint pas meilleur.

De cette date jusqu'à la libération, soit pendant une dizaine de jours, on nous servit sans discontinuer le même plat (?) : du frigo, toujours du frigo. Drôle de régime en vérité. Aussi je le recommande à messieurs les chefs staliniens qui réclamaient la fermeté — en fait de guerre — à l'égard d'Hitler pour défendre les intérêts capitalistes des démocratiques nations anglaise, française et tchéque.

Il est d'ailleurs bon de signaler particulièrement que durant toute la période critique, je n'ai pas vu un seul soldat manifester le désir de défendre la Tchécoslovaquie. Tout le monde aspirait à la paix, à n'importe quel prix. C'est pourquoi un énorme soupir de soulagement sortit de toutes les poitrines, à l'annonce de l'accord de Munich. L'heure de la délivrance — sans doute très provisoire, avait sonné. C'était une explosion de joie.

Au Fort d'Illange

Arrivé le 25 septembre à Thionville (Moselle), caserno Jeanne-d'Arc, puis dirigé sur le fort d'Illange, à 3 km. de Thionville.

Ce fort, construit en 1907 par les Allemands, est un point stratégique important : par son altitude, il commande une grande étendue de terrains où se trouvent de nombreuses usines de guerre.

Le moral est très mauvais, les gars sont résignés à la boucherie ; mais chacun serre les poings, car per-



sonne ne voudrait y laisser ses os pour la défense du bassin de Briey, pour la défense des marchands de canons.

A la connaissance des accords impérialistes de Munich, les copains ont poussé un soupir de soulagement ; espérons que les ouvriers profiteront du répit laissé par le capitalisme pour engager la lutte revendicative, enrayer ainsi les dangers de guerre, afin de ne plus revoir le triste paysage du bassin de Briey.

qui retournerez là-bas un jour pour de bon, vous n'accepterez pas toutes ces souffrances pour qu'en définitive l'usine reste au patron et la terre au châtelain. L'ennemi n'était pas en face, mais c'était lui qui était dans la tranchée avec ses galons, c'était lui qui était à l'arrière dans les bureaux confortables de l'Etat-major. C'est lui actuellement qui tire les leçons de la grande alerte pour mieux vous briser les reins la prochaine fois, pour vous réduire au silence dans les usines et vous courber l'échine sur vos tours. L'ennemi est dans notre propre pays !

Organisons-nous, formons le Parti, la IV^e Internationale pour l'abattre.

Avec le 150^e, chez de Wendel

Ayant quitté Verdun pour Moyeuve-la-Grande, cité à de Wendel, la veille du jour où devait se déclencher la grande tuerie, nous faisons le voyage dans des wagons à bestiaux, entassés tels des bêtes que l'on mène à l'abattoir. Le mécontentement est grand et chacun l'exprime bien haut, d'autant plus que la nourriture, pour ne pas manquer à la tradition, est infecte.

Après la conférence de Munich vient la trêve et nous rentrons le lundi à Verdun pleins d'espoir en notre proche retour dans nos foyers.

Le mardi, date normale de libération, la réserve



quitte la défroque militaire pour l'habit civil et attend.

Les ordres ne tardent pas. La gradaille arrogante, maintenant qu'elle ne tremble plus, nous intime l'ordre de nous remettre en tenue. La libération n'est pas prévue encore.

Le soir, toujours rien : l'exercice est ordonné pour le lendemain.

La réserve se concerta, va de compagnie en compagnie et, le mercredi matin, à 8 heures, le régiment entier est dans la cour en civil, manifestant son désir d'être enfin libéré. Un commandant escorté de trois gardes du corps vient à nous et est aussitôt encerclé. Pâle et bégayant, il nous assure que le colonel s'occupe activement de nous et nous demande de vouloir bien être raisonnables et de retourner chacun à son poste.

Après délibération, nous décidons que, dans chaque compagnie, on se grouperait dans une même chambre et resterait en civil en refusant absolument de marcher.

Dans chaque compagnie, le capitaine vient alors faire un laïus, prêche la discipline, l'inutilité de semblables manifestations qu'il comprend et trouve fondées. Paroles mielleuses mélangées de menaces qui ne trouvent en nous aucun écho.

Le résultat ne tarde guère, à midi, l'ordre est parvenu et, à 16 heures, le premier train de réservistes quitte enfin Verdun.

A noter semblable manifestation à Reims avec le même dénouement rapide.

Il est probable, il est même certain que cette révolte qui montait en nous a effrayé au plus haut point l'Etat-major qui a craint que cette petite étincelle n'allume un grand brasier. C'est là tout le secret de notre libération si rapide et cela prouve encore, s'il en était besoin, que seule la crainte de la révolution ouvrière a fait reculer la guerre.

Notre journal

« La Commune » quinze fois sa numéro à peine sorti des presses. Sais numéros qui ont précédé.

Ce numéro échappera-t-il aux pou Pourquoi la bourgeoisie s'acharne nationaliste et son organe central ?

C'est parce que le P.C.I. et « La les ouvriers encasernés.

Dans chaque numéro, dans celui large place à ces correspondances où primé leurs souffrances, leurs révoltes, nous sommes efforcés de dresser un d'en pouvoir tirer les leçons pour les m s'acharne après nous. L'Etat-major de

Cette répression ne nous arrêtera semaine dernière, nous n'avons pu pa éviter l'obligation de mettre un grand où ils sont trop facilement ramassés

Le meilleur moyen de nous aider, lui qui donne à chacun la certitude paquet malgré les saisies.

Camarades, versez aussitôt à notre

POUR LIRE "LA COMMUNE",

muné''

UE DE MORT



De Paris à la ligne Maginot, et retour

(Notes d'un des «200.000 héros» prévus par l'Etat-major)

LA presse bourgeoise a publié des comptes rendus de ses rédacteurs ou de vedettes mobilisés qui tous faisaient preuve d'optimisme et du bon moral de l'armée. A les lire, c'était un vrai plaisir de se retrouver qui en caporal, qui en officier, et la bonne harmonie régnait malgré l'incertitude des jours à venir.

Nous allons tracer ce que furent les véritables journées que vécut ceux qui bénéficièrent des chiffres 2 et 3 pour passer quelques jours dans la région de l'Est.

Dès l'arrivée à la porte de la Villette, le samedi soir, nous rencontrons quelques soldats d'active chargés de nous orienter vers la gare de Pantin. Ces soldats, fatigués d'être debout pendant toute une journée, sont couchés par terre et ne peuvent pas dire s'il y a des trains. Nous nous dirigeons donc vers la gare, plongée en pleine obscurité. On y trouve de nombreux appelés. Mais pas de train et l'on ignore à quelle heure il en sera formé.

Une impression de désordre inimaginable s'en dégage et l'on prend immédiatement contact avec toute l'incertitude de l'organisation prévue.

De nombreux réservistes décident de rentrer coucher chez eux, il sera toujours temps de partir le lendemain. D'autres, ne voulant pas avoir à renouveler la scène des adieux, préfèrent passer la nuit à attendre. Des hommes étaient couchés par terre un peu partout; parmi eux, ceux qui tentèrent de noyer leur chagrin dans de nombreuses libations.

Je retournais donc le lendemain matin à la gare, par hasard je trouvais aussitôt un train pour Metz.

Départ morne. Très peu de réservistes s'étaient fait accompagner par leurs familles. Par compartiment, les conversations s'engagent. La stupefaction des jeunes est de voir le nombre important d'anciens combattants rappelés... qui pensaient bien ne plus avoir à combattre. Pas mal de pères de famille avec 4 enfants.

Tous nous nous demandons ce que nous allons faire. La seule pensée qui irrite certains, ce sont les exigences de Hitler auxquelles on ne trouve à opposer que la guerre.

Le sentiment de classe et des intérêts de classe a été étouffé par les organisations ouvrières, en l'absence d'un parti révolutionnaire.

Arrivés à Metz, nous sommes reçus par des plantons placés devant des pancartes indiquant la caserne où l'on doit se rendre. L'impression de désordre va s'accroissant; une bonne moitié des mobilisés se disperse en ville et y passera la nuit avant de rejoindre la caserne.

Ils ont aussi bien fait. A la caserne, pas de lits en nombre suffisant. On a du mal à trouver la compagnie en formation à laquelle on est affecté.

Les hommes dorment, les uns par terre, sur un peu de paille dans les couloirs; d'autres, plus simplement, dehors; seuls les premiers arrivés profitèrent des lits.

Nous restons deux jours ainsi, pendant lesquels aucune nourriture n'est donnée et il n'y a aucun commerçant aux alentours pour se ravitailler.

Nous sommes équipés, mais il nous manque la moitié des effets prévus. Pas de vareuse, pas de petit linge, pas de sacs.

Les cabinets sont dans un état inabordable et les hommes se soulagent où ils le peuvent.

Dans ces conditions, l'angoisse du début a fait place à de la résignation. Nous ne pensons plus. Privés de journaux, nous ignorons le développement de la situation; pris par l'appareil militaire, nous devenons amorphes. Ordres et contre-ordres se succèdent quant à notre départ sur les positions.

Toutefois, on nous remet des paquets de cartouches de fusils et de fusils-mitrailleurs au cours de la nuit et le départ est fixé pour la journée suivante.

Le bataillon part par la route pour une petite station située à quelques kilomètres de Metz où il est embarqué. Wagons à bestiaux, bien entendu, avec des bancs. Pour faire 30 kilomètres, nous mettons 5 heures environ. Arrivée de nuit. Nous partons à pied pour le village de Z... où nous devons cantonner.

Lourdement chargés, nous sommes fatigués. A plusieurs reprises, la pause est réclamée sur l'air des lampions. Celle-ci n'étant pas accordée, nous nous l'octroyons nous-mêmes. On finira par arriver.

Affectés en surnombre dans les granges, nous n'avons que le souci de dormir. Le lendemain nous nous reposons. J'essaie de causer avec les paysans et j'apprends que, depuis trois semaines, ceux-ci ont cessé tous travaux. L'angoisse règne et les familles ont préparé leurs affaires pour se faire évacuer. Le petit village compte environ 300 habitants et lorsque je demande s'ils recourent des journaux, on me répond qu'il y a à peine une dizaine d'abonnés.

A plusieurs reprises ils affirment qu'ils ne veulent pas la guerre ainsi que le peuple allemand, disent-ils.

Beaucoup d'entre eux ont servi dans l'armée allemande, et les voilà maintenant vêtus de kaki pour défendre les intérêts de la France. Ils ignorent tout du problème tchécoslovaque. Ils nous apprennent entre autres que, parmi ceux chez qui devrait régner l'esprit patriotique, dans les familles des officiers et sous-officiers, la frousse a été tellement intense qu'elles sont toutes parties à leurs frais plutôt que d'attendre l'évacuation par l'autorité militaire.

Les nouvelles de la détente arrivent, enfin la conférence de Munich et l'accord qui s'en est suivi. C'est un véritable soulagement général. Les rassemblements se font maintenant avec la fleur au fusil (pas avant) et le désir de chacun est de rentrer chez soi au plus tôt.

Nous apprenons que, sur la frontière, l'accord a été accueilli et fêté par Allemands et Français réunis.

L'organisation du retour est encore beaucoup plus lente que le départ et près d'une semaine y sera consacrée. Arrivés le matin dans la cour du quartier à Metz, nous sommes déshabillés sur place avec défense d'entrer dans les casernements. En civil, à 9 heures du matin, nous attendons l'heure du départ. Quoique déjà habitués à patienter, l'énervernement commence à nous gagner et, instinctivement, nous nous portons tous ensemble vers la porte et devant les officiers qui stationnent.

Des cris vigoureux de « la fuite, la fuite » fusent.

Les officiers, surpris, se mettent à parler avec nous. Toute discipline est désormais rompue. Les officiers sont abordés continuellement. Un commandant qui avoue qu'il n'est pas au courant et qu'il ne sait quoi faire de nous, se fait huer.

Ici se place un incident significatif montrant les mauvais rapports des officiers de réserve et d'active. L'officier d'active reprochant aux officiers de réserve de ne pas savoir contrôler leurs hommes, l'un d'entre eux répliqua qu'ils sont eux-mêmes sans instruction et sans initiative, et à la merci des officiers d'active.

L'énervernement augmente et un groupe d'officiers sortant du poste et paraissant avoir des instructions est

Sur la frontière franco-sarroise

J'AI vécu cette alerte qui, sur cette frontière franco-sarroise, a pris des proportions beaucoup plus grandes qu'ailleurs. J'ai vécu cette rupture du repos du soir, par la sonnerie : « La monteras-tu la côte ».

Ce départ dans la nuit, entassés, avec d'autres, dans un camion, cette première nuit passée à la diable, n'importe où, ce chargement hâtif d'explosifs par quantités monstrueuses, ce départ qui semble être le dernier que l'on doit faire.

S... est en face, à 50 mètres, une cité composée de maisons blanches toutes pareilles, habitée par des prolos allemands. Crochet, arrêt, nouveau crochet. Les munitions sont déchargées, entassées, prêtes à être utilisées. La vie de chien commence. Tout a été prévu pour détruire, rien pour nous nourrir !

Le vendredi, je suis récupéré par le lieutenant que, dans une certaine mesure, je doublerais... Cela lui permettra de mieux faire la foire !

C'est W..., à 5 kilomètres de la frontière, le lendemain, les sirènes sonnent partout dans la région. Maintenant une file ininterrompue de camions chargés de femmes, d'enfants, de meubles, roule sur la route. C'est l'évacuation de S... Le soir, les jeunes de 16 à 20 ans sont réquisitionnés pour être envoyés dans les usines de Paris. Mais un contre-ordre arrive au moment où ils vont prendre le train. Ils arrivent chez eux, bien contents tout de même.

Le lendemain, un régiment d'artillerie arrive dans le bled, le soir Hitler prononce son discours, des gens le traduisent bénévolement dans le bistrot. A la fin, le patron arrête rageusement le poste qui diffuse le « Deutschland über alles », les civils du bistrot chantent quelque chose où revient souvent : « Frankreich mein Heimatland », les griffetons répondent par : « Mourir pour la Patrie, c'est le sort le plus bôôô ».

Tout est parfait, il ne manque plus que la traditionnelle fleur rouge au bout des fusils.

Mais, sur une simple « recommandation » de mon capitaine, je suis réexpédié à H..., encore huit jours, l'alerte se tasse petit à petit, les journaux publient sur gros titres : « LA PAIX ! ».

La Paix pour six mois, peut-être !

Ca ne fait rien, le cœur unanime et patriotique de la race a vibré, on loue Chamberlain, Daladier.

... Maintenant, les Conseils de guerre vont recommencer à fonctionner, les griffetons couchent en tôle, ils crèvent de faim, c'est normal : « La France est sortie grandie de Munich... ».

La vieille camelotte s'est bien vendue...

Le mouvement ouvrier réduit à zéro...

Le capitalisme plus fort que jamais...

A Aumetz

Nous relevons les tirailleurs sénégalais qui occupent les tranchées au devant de la ligne Maginot, face aux soldats allemands que nous distinguons très bien et qui, comme nous, montent la garde de leur impérialisme.

Les tirailleurs qui nous précédaient dans ces tranchées, chauffés à blanc et surexcités trop tôt par leurs chefs menaçant de franchir le parapet et de s'élaner vers les tranchées adverses avant d'en avoir reçu l'ordre. Aussi le commandement fut-il contraint de les faire évacuer.

Parmi nous, le « moral » n'y est pas. Chacun comprend qu'il est là pour être sacrifié et qu'après tout, notre peau nous est plus chère que tous les slogans de la défense de « notre patrie ». Et quelques vieux, dont l'un de cinquante-cinq ans, savent par expérience ce que c'est que de gagner la guerre.

Si nous avons de belles mitrailleuses et de bons uniformes, la nourriture, elle, est infecte, et encore nous en manquons la plupart du temps. A chacun de ne débrouiller.

La démoralisation atteint même des officiers réservistes. Elle prit même un caractère tragique : Un lieutenant, les yeux hors de tête, bondit sur une mitrailleuse pour tirer en face. Quatre copains réussirent à temps à le ceinturer : évacué vers un asile d'aliénés.

suivi par tous en imitant le bêlement du mouton.

Enfin nous sommes groupés par destinations et les hourrahs accueillent ces instructions.

Dernière brimade : un adjudant entr'ouvre le portillon et fait ouvrir toutes les valises.

Mais il est impossible de nous mettre en ordre. Nous volons vers la gare. Le café gratuit de la Croix Rouge est dédaigné avec quelques injures à ces « Dames de France ». Les battants de la porte de la gare de Metz sont enfoncés ; mais notre élan est brisé devant la voie vide.

Nouvelle attente. Le train arrivant ensuite est pris d'assaut, nous restons debout dans les couloirs et entre les banquettes. Nous voulons rentrer coûte que coûte, ne plus voir d'uniformes, enfin pouvoir se dévêtir après 13 jours et se laver.

A notre arrivée à la gare de l'Est, nous apercevons à nouveau des casques sur des uniformes impeccables, ceux des gardes mobiles, chargés de nous rappeler que nous ne sommes pas encore libres et qu'après avoir quitté l'armée, nous allons retomber sous l'oppression patronale qui ne souffre également aucune résistance. Des coups de sifflets les saluent. Nous nous séparons, chacun emportant la haine du militarisme. Mais maintenant ceux qui ont passé cette courte période comprendront-ils qu'ils doivent prendre leur sort en leurs propres mains s'ils ne veulent pas faire des futurs cadavres pour la défense de l'impérialisme français ?

baillonné !

ie en moins d'un an. Saisi le dernier et perquisition à notre local pour les

suites ?

elle sur le Parti Communiste Inter-

Commune » ont défendu et défendront

encore, nous avons donné la plus eux qui avaient été mobilisés ont ex-leurs espoirs. C'est parce que nous bleau de la mobilisation de 1938, afin is qui viennent de la répression l'armée ne peut le tolérer.

as, mais elle diminue nos moyens. La aître. Il faut nous aider. Il faut nous ombre de journaux dans les kiosques, ar la police.

l'abonnement, est en même temps ce e recevoir sa « Commune » ou son

compte postal: Brausch 1773-07 Paris.

MÊME SAISIE, ABONNE-TOI...

Vers le congrès de NANTES

Contre les agents du Guépéou
Contre les agents
de la franc-maçonnerie
Pour une C.G.T. lutte de classes
au service des travailleurs !

Si le Comité National Confédéral qui vient de siéger s'est terminé dans la confusion, c'est que les deux clans qui s'affrontent pour la direction n'ont pas voulu s'engager à fond avant Nantes.

La lutte pour les mandats se poursuit avec le caractère sordide courant dans ces milieux de bonzes syndicaux. Pour les travailleurs soucieux de leurs intérêts de classe il n'y a aucun doute quant à la position à adopter.

Pas avec les dirigeants inféodés au parti communiste, c'est-à-dire au Guépéou, hier révolutionnaires avec la peau des autres, aujourd'hui super-patriotes, toujours avec la peau des ouvriers. Rien de commun avec les étrangleurs de la révolution en U.R.S.S., en Espagne, avec ceux qui, en France, votent le budget de guerre, ont accepté des heures supplémentaires, ont fait reprendre le travail aux grévistes du Bâtiment parisien pour la défense nationale.



Mais rien de commun non plus avec les anciens réformistes, les pèlerins de Pontigny, les pseudo-pacifistes de « Syndicats », dont le « pacifisme » était en liaison directe pendant la récente crise, avec les De Monzie, les Jean Piot, de « l'Œuvre » et la clique franc-maçonnique de la Sécurité nationale. Rien de commun avec ceux qui viennent de se retrouver avec Jean Piot, Déat, Montagnon, Louis Sellier, Emile Roche, de « la République », dans un banquet où Sébastien Faure ne se trouvait pas dépaycé. Pacifistes qui, au moment décisif, se trouveront côte à côte avec les larbins de Staline, tout comme Roy et Chevalme s'associèrent à Croizat et Doury pour demander aux travailleurs de l'Aviation de trimer le samedi 1^{er} octobre...

Contre les uns et contre les autres, les militants révolutionnaires se compteront sur un programme de classe :

- Défense des conquêtes ouvrières,
- Défense des 40 heures,
- Contre la défense nationale,
- Contre le Front populaire et la participation aux institutions étatiques,
- Contre l'arbitrage obligatoire,
- Pour le contrôle ouvrier,
- Pour une C.G.T. au service des travailleurs, préparant la grève générale contre l'offensive capitaliste.

Ouvriers !

Paysan !

Fonctionnaire !

Soldat !

Sois le correspondant

de

la Commune



LE COIN D

Une forte minorité révolutionnaire

chez les employés des P.T.T. parisiens

LES Employés des P.T.T. parisiens ont tenu un congrès régional, dimanche 16 octobre, afin de se prononcer, non seulement sur le rapport moral présenté par le bureau de la C.G.T. et sur le problème de la guerre, mais également d'avalliser ou de condamner l'activité : a) du bureau régional ; b) du syndicat national ; c) du bureau de la Fédération Postale.

Au cours de la matinée la discussion s'est engagée sur l'activité des divers organismes dirigeants de la Fédération Postale, le débat sur le Congrès de Nantes étant réservé pour l'après-midi ; la grande majorité des délégués critiquèrent, parfois assez violemment la politique de capitulation poursuivie par nos organisations syndicales.

Un camarade démasqua la démagogie traditionnelle de Gourdeaux qui, le 11 juillet, au sujet des traitements, déclara que la Fédération Postale était prête à engager seule la grève si les autres corporations des services publics refusaient de marcher. Plus de trois mois ont passé et Gourdeaux fait toujours la « pause ».

D'autres signalèrent l'inaction des syndicats en général, il en aurait été difficilement autrement puisque

la C.G.T. favorable à la défense nationale ne pouvait soutenir et élargir les luttes revendicatives.

Enfin les votes donnèrent les résultats suivants :

Pour l'activité de la région, 156 mandats contre 19 et 9 abstentions ; pour le Syndicat des Employés, 99 (dont 43 avec réserves) contre 45 et 40 abstentions ; et la Fédération Postale : 86 (dont 40 avec réserves), contre 58 et 40 abstentions.

Malgré le succès des directions et les illusions qui subsistent dans l'esprit de nombreux camarades, ces chiffres indiquent clairement le mécontentement profond des travailleurs des P.T.T. au sujet des défaites successives subies par le mouvement prolétarien.

Dans l'après-midi, malgré les petites manœuvres destinées à empêcher les révolutionnaires de parler, de nombreux camarades ont pu faire le procès de la désastreuse activité de la C.G.T. pendant ces deux dernières années.

Les ouvriers, en juin 1936, par leur action directe, arrachèrent des améliorations. La C.G.T., agglutinée au Front Populaire, ne pouvait faire autrement que d'être la complice des démolisseurs des avantages acquis par les travailleurs.

Nous avons dit à maintes reprises que l'alliance des organisations prolétariennes avec des formations bourgeoises ne pouvait se réaliser qu'à la condition que les intérêts capitalistes soient sauvegardés. En conséquence le Front populaire, prisonnier de la finance, ne pouvait défendre les intérêts prolétariens.

Pendant que les ouvriers luttaient pour leurs revendications, les fonctionnaires dupés par les promesses de leurs dirigeants syndicaux et politiques, d'avoir satisfaction sans combat, commencèrent les premiers à faire la « pause ». Les résultats se chiffrent maintenant par un zéro ! Nous attendons toujours les 40 heures et la revalorisation des salaires.

Sur le problème de la guerre, les pacifistes partisans de : « plutôt la servitude que la guerre » et les stalinien champions de l'union des démocrates contre les États fascistes, artisans de la défense des intérêts des marchands de canons en régime bourgeois ; contre ces deux tendances, les révolutionnaires ont indiqué que la lutte directe, la grève pour les revendications, constituait l'arme efficace pour combattre les dangers de guerre.

Une motion quoique incomplète en ce qui concerne l'organisation pratique de la lutte (il manque le mot d'ordre des Conseils d'entreprises) fut mise aux voix, ce qui constitue un progrès incontestable sur les années précédentes.

Sur l'orientation, les mandats se répartissent de la façon suivante :

- Motion Cuiré et Peaux (stalinien) : 127 mandats.
- Motion réformiste (Delmas) : 38 mandats.
- Motion de la minorité révolutionnaire : 18 mandats.
- Une abstention.

Du texte de la minorité révolutionnaire, que nous ne pouvons publier en entier (il nous faudrait disposer de plus d'une page pour les P.T.T. seulement), nous reproduisons ci-après la conclusion :

Que les travailleurs sachent bien que toute revendication arrachée par les exploités affaiblit la bourgeoisie, fait reculer les dangers de guerre.

Les syndiqués révolutionnaires des P.T.T. appellent les postiers à utiliser sans délai, pour le déclenchement de leurs luttes revendicatives, le répit laissé par le compromis impérialiste de Munich.

L'ennemi est dans notre propre pays : à bas la guerre impérialiste, à bas les accords impérialistes de Munich. Vive la lutte de classes.

Comme nos frères des usines en 1936, préparons l'action directe généralisée :

LA GREVE GENERALE DE TOUS LES SERVICES PUBLICS.

Les Employés des P.T.T. de la Région parisienne ne peuvent accorder leur confiance aux fossoyeurs de l'action directe et votent contre le rapport d'inactivité du bureau régional des Employés des P.T.T., celui du Syndicat général des Employés, de la Fédération postale, de la Confédération nationale du Travail.

Pour éviter la faillite de nos organisations syndicales, pour préparer et diriger l'action directe indispensable, la Minorité demande aux Employés des P.T.T. de s'affirmer sur sa résolution, de voter la démission aux dirigeants à tous les échelons, de les chasser de leurs postes responsables.

VIVE LA C.G.T. LUTTE DE CLASSE.

Les résolutions du syndicat de la Chemiserie-Lingerie en vue du congrès confédéral

On nous prie d'insérer les résolutions suivantes adoptées en vue du Congrès Confédéral de Nantes :

Les ouvriers et ouvrières de la Chemiserie-Lingerie, Faux-Cols et Parties Similaires, réunis en leur Assemblée Générale à la Bourse du Travail, le 14 octobre 1938.

Demandent au Congrès Confédéral de Nantes, de s'opposer par tous les moyens, à tous décrets ou mesures qui auraient pour but et pour résultat pratique de porter des atteintes aux lois sociales gagnées en juin 1936 :

Déclarent qu'ils sont prêts à lutter pour la réalisation des revendications suivantes :

- Echelle mobile des salaires,
- Echelle mobile des heures de travail,
- Reconnaissance des travailleurs à domicile comme salariés,
- Application du plan de la C.G.T.

Qu'à l'issue de ce Congrès, une vaste action soit entreprise sur la base de ces mots d'ordre, afin de créer le courant nécessaire pour entraîner les travailleurs à la réalisation de ces revendications et pour lutter victorieusement contre les résistances patronales et autres qui ne manqueront pas de s'affirmer.

(Résolution votée à l'unanimité, moins une abstention sur la paix).

Déclarent qu'ils n'ont pas confiance dans les chefs des démocraties bourgeoises pour construire la Paix sur des bases solides, comme l'exemple vient d'en être donné à Munich.

Que cette Paix ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, après avoir libéré le monde du Travail, suivant le but historique du Syndicalisme ainsi qu'il figure dans la résolution du dernier Congrès Confédéral de Toulouse, adopté à l'unanimité.

En conséquence, ils demandent aux délégués participants au Congrès Confédéral de Nantes, de se prononcer nettement pour une orientation de la C.G.T. en faveur d'une action pour la Paix basée sur l'internationalisme prolétarien dans le cadre de la F.S.I.

Déclinent de porter ces résolutions à la connaissance des travailleurs par circulaires et par la voie des journaux se réclamant de la classe ouvrière.

(Résolution votée à l'unanimité, moins 2 voix.)

Chez Rosengart (Porte Maillot)

La direction, après avoir licencié presque la totalité du personnel, reprend les éléments qu'elle croit les plus aptes à s'incliner sous les fourches caudines.

Ces travailleurs repris après quelques journées de chômage, et sous la menace d'y retourner s'ils ne donnent pas satisfaction à la maîtrise, font un travail forcé. La cadence atteint une telle allure que pour arriver à la même sorte de voitures, de nombreux camarades resteront en chômage. Rosengart démontre à nos responsables de l'ancien section qu'il peut ne passer de leurs conseils pour réorganiser sa production et que la rationalisation se fait toujours au détriment des ouvriers en régime capitaliste, même démocratique.



Le renouvellement de la convention collective de la Nouveauté : une capitulation

Les sous-sections des «Galeries Lafayette» et des «Trois Quartiers»
sur la voie de la résistance

RAPPELONS les faits. Le patronat des grands magasins, Prix uniques et moyennes maisons, avait dénoncé la convention collective, et seul le groupement des grands magasins offrait le renouvellement de celle-ci avec la suppression de l'échelle mobile, une diminution des salaires de 5 à 20 %, un texte permettant d'annuler pratiquement tous les avantages obtenus à l'aide des lois qui pourraient être votées.

Le patronat des Prix uniques et Moyennes Maisons modifia sa structure syndicale et refusa de discuter une convention commune. Les négociations s'engagèrent dans ces conditions, pendant la forte période de tension internationale.

S'il fallait un exemple concret, frappant, de l'orientation de collaboration de classes et de défense nationale qui empêche la défense véritable des intérêts des employés, cette courte période devrait suffire aux employés de nouveauté.

Depuis des mois, toutes les Fédérations n'ont rien opposé à la contre-offensive patronale. Toute tentative de résistance était freinée pour justifier les besoins de la défense nationale. Sous la menace de la guerre et pour sa préparation, les intérêts des travailleurs ont été sacrifiés.

La nouveauté ne pouvait pas, frappée par les 4.000 licenciements subis, la démoralisation qui s'en est suivie, résister efficacement à l'offensive patronale. La direction syndicale, prisonnière et complice de l'orientation générale, ne pouvait que pratiquer la politique du moindre mal. Faute par la direction confédérale d'avoir soutenu la lutte des Fédérations sur des problèmes d'intérêt de classe et d'avoir fait un plan d'ensemble, la direction syndicale ne pouvait que capituler.

La première brèche que le patronat désirait ouvrir, c'était dans les modalités d'application des 40 heures. Il fallait trouver un moyen pour engager l'organisation syndicale à se frapper la poitrine en disant qu'elle ne l'avait pas voulu, mais malgré tout lui ferait avaler cette modalité en échange de la reconduction de la convention collective.

Pour mieux renforcer sa position, le patronat organisa des référendums dans les pires conditions de pression ; de faibles majorités s'affirmèrent dans divers magasins en faveur de la semaine anglaise. Le terrain était prêt pour le compromis.

Les patrons demandèrent la procédure d'arbitrage pour la convention. La Commission Nationale des Conflits est convoquée. Habituellement, à cette Commission, assistent quelques fonctionnaires syndicaux qui constatent le désaccord, et la désignation des arbitres s'ensuit. Or, à celle-ci, une très large délégation est convoquée contrairement à l'habitude.

Mise en scène bien réglée. On va se séparer après avoir constaté le désaccord. Puis, ultime proposition du représentant du Ministère du Travail : reconduction pour un an de la convention actuelle, moins l'échelle mobile et un décret sera pris instituant la semaine anglaise.

Le rapport des forces étant diminué, pour toutes les raisons citées plus haut, la délégation des employés s'empressa d'accepter cette proposition. En même temps, on s'était attaché à l'assentiment des délégués d'entreprise présents en leur faisant supporter la responsabilité de cet accord et sa défense devant leurs syndiqués qui n'ont jamais été consultés sur quoi que ce soit au cours de cette période.

Nous devons rappeler le mépris envers l'opinion des « payeurs de timbres ». Au cours d'une réunion des délégués des magasins, le 25 juillet, une motion avait été votée préconisant l'organisation d'une grève générale pour résister à l'offensive patronale et rejetant la proposition de Gazier « de monnayer la semaine anglaise ». Cette résolution n'a jamais été publiée. On a fait le contraire. Ainsi, sans consulter les délégués et les employés, la Chambre syndicale des Employés passait accord avec la « Grande Maison de Blanc » et un arrêté préfectoral du 18 août y instituait la semaine anglaise, première étape vers son élargissement général.

A la séance de la C.A. de la Nouveauté qui suivit l'accord au Ministère du Travail, on s'efforça d'entraîner les délégués de magasins. Mais une très forte minorité s'y opposa. Il faut que chacun prenne ses responsabilités : Ceux qui ont toujours proposé une orientation de lutte n'ont pas à défendre la capitulation qu'ils subissent, hélas, parce que minorité.

Les conséquences en seront lourdes. L'attachement aux 2 jours de repos consécutifs était profond. Dans quelques mois, les employés verront leur pouvoir d'achat fortement diminué par suite de la suppression de

l'échelle mobile. Les Prix uniques et Moyennes Maisons n'ont pas encore de convention. Même si l'arbitrage leur applique la convention conclue avec les Grands Magasins, les employés du petit commerce multiple seront définitivement sacrifiés.

Le patronat de la nouveauté n'a pas voulu engager plus avant son offensive. Attendra-t-il encore un an ? Durant ce temps, la matinée de roulement ne sera bientôt plus accordée et la semaine de 40 heures disparaîtra pratiquement. Si l'action directe de classe vient à être brisée, il pourra alors de nouveau diminuer les salaires et prélever des super-profits sur le dos de ses exploités.

LA VOIE DU REDRESSEMENT

Si ces échecs successifs ouvrent les yeux des militants et des employés, alors rien n'est perdu, et le redressement se fera. Un travail d'éclaircissement et de compréhension est nécessaire. Tous les militants d'avant-garde doivent faire un gros effort pour lutter contre le courant. Diverses résolutions adoptées, que nous publions, montrent qu'une recherche se fait. La Commission Exécutive de la sous-section des Galeries Lafayette a adopté la résolution suivante :

La Commission Exécutive des Galeries Lafayette, réunie le Jeudi 13 octobre 1938, émane de l'oppression qui de plus en plus s'exerce sur les travailleurs de ce pays, décide, au nom de ses 4.000 adhérents à la C.G.T., de s'adresser à toutes les commissions exécutives de toutes corporations de la Région Parisienne.

Elle constate le développement d'une offensive patronale qui met en péril les lois sociales, les contrats collectifs.

Les pourparlers pour le renouvellement de la convention collective de la Nouveauté sont rompus par suite des exigences d'un patronat qui prétend réduire les salaires à un moment où la vie est de plus en plus chère et où les impôts vont peser davantage sur les moyens de vie des travailleurs.

Camarades ! plus de marchandages, pour conserver nos salaires. Allons-nous laisser porter atteinte aux 40 heures ? Nous sommes décidés à nous y opposer formellement.

Ces obstacles, vous allez les rencontrer aussi, si déjà vous ne les avez rencontrés.

C'est un cri d'alarme que nous lançons.

Nous avons le sentiment que l'avenir social des travailleurs est en danger.

Les incidents survenus à l'usine Salmson nous laissent penser que les actions isolées sont dangereuses.

Seule, une action concertée, comme en Juin 36, sauvera la classe ouvrière du joug patronal sous lequel elle ne veut plus retomber.

Un contact de tous les travailleurs de base s'avère nécessaire. Aussi, la Commission Exécutive des Galeries Lafayette lance une proposition à tous les organismes de base pour qu'une grande réunion, groupant toutes les Commissions Exécutives de toutes les corporations de la Région Parisienne, se tienne immédiatement et prenne, sous la direction de la C.G.T., les mesures qui s'imposent pour sauver la classe ouvrière d'un retour au passé qui rétablirait, hélas, le droit divin patronal avec toutes ses conséquences.

Nous vous demandons de nous faire connaître votre avis sur cette proposition et nous le communiquer par retour.

Nous vous adressons, chers camarades, nos meilleurs sentiments syndicalistes.

Pour la C.E. unanime des G.L. :

Le Secrétaire,

X.

Et voici la résolution adoptée à la Commission Administrative des employés des « Trois Quartiers », par 11 contre 8 et 3 abstentions :

La C.A. des Trois Quartiers-Madélain-Samec, réunie le 18 octobre 1938,

Après avoir pris connaissance de la reconduction de la convention collective pour un an, ne prend pas la responsabilité de la conclusion de cet accord, résultat des reculs successifs et capitulations devant les nombreuses attaques patronales depuis plus de 2 ans.

Elle tient à bien fixer la part de responsabilité qui incombe à l'orientation de collaboration de classe de la direction de la C.G.T. et de ses fédérations. Elle affirme à nouveau que la préparation effective d'une grève générale à l'exemple de Juin 1936 pourra

Dans les usines d'aviation

(Suite de la page 8)

Un comité chez BLOCH,

mais pour quoi faire ?

Un tract vient d'être distribué. Il émane d'un « groupe d'ouvriers » qui veut défendre les conquêtes ouvrières ; ça c'est très bien. Pour ce faire, ce groupe inconnu propose la création d'un « Comité de défense du programme du Front populaire » ; ça c'est plus connu... et c'est moins bien.

Défendre le programme du Front populaire ? Mais n'est-ce pas le Front populaire qui a permis aux bourgeois d'attaquer les conquêtes de Juin 36 ? N'est-ce pas lui qui nous a mis dans la situation actuelle ? Le Front populaire, c'est aussi la « défense nationale », au nom de laquelle on nous a fait avaler en avril la sentence Jacomet, au nom de laquelle on voulait nous faire travailler le samedi 1^{er} octobre ? Comment alors peut-on vouloir défendre en même temps les conquêtes ouvrières et le Front populaire ? Impossible, il faut choisir entre les unes et l'autre. Nous avons choisi : pour les conquêtes ouvrières contre le Front populaire.

Les fruits du stalinisme

chez GNOME et RHONE

Cette usine qui fut, en Juin 36, en tête de la lutte et que les staliniens donnaient en exemple, s'est effondrée à la suite du mouvement d'avril 37. La reprise du travail des usines de cellules d'aviation, abandonnant les usines de moteurs au bon vouloir de Monsieur le Ministre du Travail du Front populaire permit au patronat d'enfoncer un coin dans l'organisation syndicale qui n'était unie et forte que superficiellement. Les staliniens étouffant sous les menaces toutes discussions et éclaircissements au sein de la section syndicale pour l'application d'une démocratie vraiment ouvrière qui souderait dans l'action revendicative l'ensemble du personnel. A cette époque ils étaient tout affairés à tendre la main aux curés et aux volontaires nationaux, domestiques de la réaction. C'est vrai que l'union sacrée qu'ils préparaient exigeait un Front populaire national pour la défense du pays au nom de laquelle ils torpillent les grèves. Au nom de cette même défense nationale, ils acceptaient dans les actes que des équipes fassent 45 heures pendant que d'autres ne travaillaient que 35 heures.

Aujourd'hui, bien que la Fédération ait décidé de faire cesser les 45 heures, ils tolèrent que les 40 heures soient encore sabotées chez Gnome et Rhône.

Provocations patronales

chez MESSIER, à Montrouge...

L'attaque patronale déclenchée contre les revendications de Juin 36, prend de plus en plus d'ampleur.

Dans cette boîte, une des seules de l'aviation respectant les 40 heures, la direction, gagnée par la contagion de ses collègues et incitée par l'inaction des organisations syndicales, passe à l'offensive. Jeudi 13, à l'annexe, prétextant qu'un délégué n'avait pas commencé à 7 h. 32 à travailler — le travail commence à 7 h. 30 et aucune sonnerie ne l'annonce — le patron le licencie.

La réaction ne tarde pas, aussitôt l'atelier débraye et les responsables omettent d'informer l'atelier principal et le délégué licencié croit devoir faire reprendre le travail, estimant que son renvoi ne justifie pas ce débrayage.

Profitant de cette faiblesse, la direction poursuit sa pression et le lendemain elle licencie un ouvrier sous le prétexte fallacieux d'une pièce loupée, bien que ce copain soit dans l'usine depuis de nombreux mois.

Là aussi, seul le retour aux méthodes de Juin 36 fera échec aux brimades.

... et pétitions syndicales

à ARGENTEUIL

Chez Lioré comme à la Lorraine, le Syndicat lutte pour les 40 heures en faisant signer des pétitions.

Les assemblées sont menées de telle façon que les travailleurs y viennent en nombre réduit. Dans les coins il y a des parloties où les vérités se font entendre, mais pour l'instant les bonzes syndicaux conservent la main et maintiennent le désordre dans la résistance ouvrière. Ainsi la solidarité pour Salmson a été pratiquée chez Lioré à Clifchy, mais pas à Argenteuil. Il ne manque pas de militants révolutionnaires pour s'opposer avec succès aux gesticulations des staliniens. Vont-ils s'y mettre ?

briser la contre-offensive patronale et confirme la motion votée par l'assemblée des délégués du 25 juillet 1938, seule action susceptible d'imposer :

- Le contrôle de l'embauchage et du licenciement ;
- Le maintien des 40 heures avec 2 jours de repos consécutifs ;
- L'échelle mobile des salaires ;

Et demande, afin de pouvoir préparer effectivement cette action, un congrès des délégués de la Région Parisienne.

Employés de la Nouveauté, ne quittez pas le Syndicat. Mais, tout en y luttant pour une orientation de combat, créez vos « conseils de magasins ». Par la constitution d'organismes élus et directement contrôlés par vous, vous préparerez la revanche, vous organiserez la lutte qui vous assurera une victoire décisive.

Des avions ? Des avions ? NON...

Pas d'heures supplémentaires pour la guerre impérialiste

C'EST un cri général de toute la presse française, où chacun s'évertue à mener la campagne pour le mieux. En même temps les incidents se multiplient dans les usines d'aviation de la région parisienne. De quoi s'agit-il ?

L'impérialisme français est en retard. Ses usines d'aviation ne sont pas outillées pour le travail en série ; on y fait des avions un peu comme on faisait des autos voici 30 à 35 ans. D'autre part, ces usines étaient concentrées dans la région parisienne, ce qui accroît leur vulnérabilité. Enfin, surtout, la bourgeoisie s'était trouvée devant un prolétariat très spécialisé de l'aviation qui jouait un rôle d'avant-garde. C'est l'aviation qui, en juin 36, donna le signal pour l'occupation des entreprises.

Dès les premiers jours, le Front populaire a tout fait pour modifier cette situation défavorable à l'impérialisme français. La décentralisation et la création en province d'usines outillées pour le travail en série, à la chaîne, ont été les soucis de messieurs les radicaux Cot et Bossoutrot, tout autant que de monsieur le député stalinien Costes, membre de la Commission de l'Air.

Les usines ont été nationalisées ou plus exactement, l'Etat, qui avant 1936, payait le déficit, s'est associé aux anciens patrons et a placé, dans les Conseils d'administration des Sociétés nouvelles ainsi créées, des membres de la C.G.T. et de la Fédération des Métaux. Aucun ouvrier de l'Aviation n'a encore eu, de la part de ces derniers, un rapport quelconque sur leur travail dans les Conseils d'administration...

Pour associer les ouvriers à leur exploitation, on a créé par usine un « Comité consultatif » où les ouvriers peuvent y faire transmettre leurs suggestions pour une production accrue.

C'est lors de la grève du printemps dernier que le Syndicat prépara le terrain à la campagne actuelle de la presse bourgeoise et aux agressions gouvernementales qui se trament. Le Syndicat déclara être prêt à faire les efforts nécessaires pour la défense nationale. Il ajouta aussi les réserves traditionnelles et traditionnellement vaines : embauchage de chômeurs, etc... Cette déclaration servit de base à la sentence Jacomet : pour une augmentation de 15 sous de l'heure, les gars de l'Aviation feraient 45 heures et... abandonneraient le gros des métaux en lutte. La sentence Jacomet était valable pour six mois, elle vient d'expirer le 17 octobre.

Mais, récemment encore, dans les jours où la guerre avançait à grands pas, le Syndicat accepta une proposition du gouvernement : travailler le samedi 1^{er} octobre. Mécontent de l'accord de Munich, le Syndicat revint au dernier moment sur sa décision ; mais pour quel raison : parce que la fraction bourgeoise au pouvoir ne savait pas défendre ses intérêts !

La bourgeoisie cherche maintenant à liquider totalement les 40 heures dans l'aviation et c'est pourquoi les incidents se multiplient. Prépare-t-elle une REQUISITION des ouvriers de l'aviation, comme elle fit pour les dockers de Marseille ? Réquisition faite en vertu de la loi de la Nation armée, votée par tous les députés unanimes.

Le Syndicat manifeste, en paroles, la volonté de défendre les 40 heures. Mais il faut dénoncer ce verbalisme qui dissimule la pire des trahisons. Si le Syndicat avait voulu se battre pour les 40 heures, il n'aurait pas trahi les ouvriers de Salmson, il aurait engagé la bataille dès l'agression des gardes mobiles ; s'il voulait se battre, il ne laisserait pas aller à vau-l'eau l'action chez Hispano, il ne demanderait pas ici ou là de signer des pétitions.

Les ouvriers de l'aviation sont parmi les plus conscients. Leur lutte pour les 40 heures, c'est la lutte contre la course aux armements qu'aucune Conférence internationale ne pourra enrayer ; c'est donc la seule lutte contre le danger de guerre. Pour défendre les 40 heures, il faut préparer la grève générale, l'occupation des entreprises et appeler toute la classe ouvrière à vous suivre comme en juin 1936. Le Syndicat ne lancera pas cet appel et trahira dans la bataille.

Créez vos Comités d'usines, c'est le seul moyen de valre.

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »
Le Gérant : BARRATINS.

Dans les usines d'aviation de la région parisienne

Les bonzes syndicaux brisent la grève chez Salmson à Billancourt

L'UNDI soir, dès 17 heures, des ouvriers et ouvrières de l'usine Salmson sont rassemblés dans la salle inachevée de la section syndicale Renault, rue de Meudon, à Billancourt.

Ils sont venus pour entendre un compte rendu de leur délégation qui, à ce moment, est en discussion avec la direction de l'usine. Pour passer le temps, le phono transmet la musique bien connue des fêtes foraines. De temps à autre, un responsable exhorte les assistants à la patience. Castanier, trésorier du Syndicat des Métaux, annonce que le Syndicat, pour encourager les copains à la résistance, leur envoie une tonne et demie d'aliments en plus des secours statutaires de grève.

Effectivement, dans un coin de la salle, les boîtes de macaroni et les sacs de légumes secs sont entassés dès leur arrivée. Des métaux, par petits groupes, conversent ; l'un d'eux s'en détache et réclame en vain des chants révolutionnaires. Du micro, une douzaine de copains sont nommément désignés pour prendre le piquet de grève le lendemain matin aux portes — rien de tel pour désigner les copains à la répression.

Enfin, à 18 h. 30, la délégation fait son entrée. Jourdain résume les conversations engagées pour la solution du conflit. Il rappelle que c'est leur troisième journée de conciliation ; les prétentions du patronat deviennent de plus en plus exigeantes. La première journée il voulait 30 licenciements, la deuxième, 50, et aujourd'hui, 70. Il licencie pour arrêter des machines et entraves à la liberté du travail.

Après de longues discussions, toujours d'après Jourdain, la direction accepte de ramener ses exigences à 50 ouvriers, non encore désignés, et de soumettre leur cas à un arbitre qui devra rendre sa sentence dans les trois jours. Il semblerait pour un métal qui cette



sentence, puisque nous sommes au lundi, devrait être connue au plus tard jeudi, mais, pour Jourdain, ces trois jours mèneront au lundi 17 — sans doute en consultant le calendrier stalinien. Aujourd'hui, mardi 18,

Chez Hispano, (à Bois-Colombes) la lutte se poursuit dans la pagaille

En vertu d'une circulaire du Ministère de l'Air, la Direction avise le personnel que sa semaine de travail est portée de 45 à 48 heures. Le samedi, 150 travailleurs ne se présentent pas à l'usine. La direction riposte en les mettant de quatre à six jours à pied. Le lundi et les jours suivants, ils rentrent comme de coutume dans leurs ateliers, ne travaillent pas et font de la propagande autour d'eux. Le samedi suivant, ils sont 800.

La direction continue ses brimades en leur infligeant de la mise à pied plus 200 francs d'amendes. La Section syndicale convoque ses adhérents pour le mardi en assemblée où il fut décidé de cesser toute heure supplémentaire.

Certains ateliers appliquent cette décision, d'autres continuent comme par le passé les 45 heures, ce qui crée le trouble parmi le personnel et lui fait dire : « c'est la pagaille ».

Le samedi suivant, c'est-à-dire le 16, de nombreux travailleurs forment le matin un piquet de grève et cependant 180 encore réussissent à le franchir et à travailler.

Cette pagaille provient de ce que les copains ne comprennent pas la gymnastique que leur fait appliquer le Syndicat des Métaux. Certaines semaines il faut, pour les besoins de la « défense nationale » et de la guerre, faire 45 et même 48 heures ; puis, quelques jours après, revenir au respect des 40 heures. Seules des girouettes et des bureaucrates au service de la politique de la bureaucratie de l'U.R.S.S. et de l'impérialisme français peuvent comprendre et admettre de telles positions en contradiction avec les intérêts des travailleurs.

Nous sommes pour la défense intégrale des 40 heures quelles que soient les raisons intérieures et extérieures motivées par notre bourgeoisie.

rien encore n'est communiqué et la grande presse dite « ouvrière » ne souffle mot.

Jourdain conclut en préconisant l'adoption par vote à mains levées de la rentrée aux conditions ci-dessus, c'est-à-dire en laissant le soin à un arbitre de décider du sort de ces 50 camarades.

Si ce n'est pas une victoire, dit-il, ce n'est pas non plus une défaite car la direction voudrait en licencier 150 !

Il motive cette capitulation par « les conditions dans lesquelles le conflit s'est déclenché, la situation intérieure et extérieure », en évitant de dire quelles sont ces conditions et ce qu'il entend par situation intérieure et extérieure.

A la demande du président, qui prie les copains de donner leur avis, un ouvrier, de sa place, fait connaître qu'il ne peut souscrire à de telles exigences. Un autre, de la tribune, reproche à Costes d'avoir déclaré, le jour du débrayage, aux ouvriers réunis dans l'usine : « si j'avais été là, je ne vous aurais pas conseillé de débrayer et je vous engage à laisser travailler ceux qui veulent se remettre au travail ». Il reproche également au Syndicat d'avoir laissé déclencher le conflit alors qu'il déclare que le moment n'est pas favorable.

Ces deux petites interventions permettent à Timbault de défendre à son tour la thèse de Jourdain. Le Syndicat a pris ses responsabilités. Il a déclenché vendredi une grève de solidarité dans les usines d'aviation. Le Syndicat n'a pas été consulté pour le déclenchement du conflit, la C.E. de la Section non plus, ce qui l'amène à déclarer : « Si le Syndicat devait déclarer la grève chaque fois qu'un délégué est licencié, le syndicat serait mort depuis longtemps. Si l'arbitrage n'est pas bon vous vous remettez en lutte ».

Le Président met au vote, une trentaine de mains se lèvent pour la reprise, ce qui incite Doury à intervenir pour préciser. Il reproche le manque de consultation et de discussion des ouvriers dans la Section, dit que le mouvement ouvrier connaît des hauts et des bas, qu'une défaite n'enlève pas la possibilité de défense. Il cite la grève de Salmson perdue en 1934 et celle victorieuse de 1936. Il conclut en préconisant le renforcement du syndicat en créant par équipes des sections, et fait passer au vote. Le vote favorable est obtenu : sur 900 présents, 5 à 600 lèvent la main. Une vingtaine sont d'avis contraire. Autant à l'abstention.

Ainsi 200 ouvriers déçus ne lèvent la main à aucun appel.

Cette grève fut déclenchée sans consultation des principaux intéressés. L'initiative fut prise par les délégués, tous stalinien, comme Doury, Timbault, etc...

Ces délégués, comme les bureaucrates de la rue d'Angoulême, se considèrent comme les « responsables » et pour ce septième renvoi depuis trois mois ils se sont comportés, vis-à-vis des syndiqués comme ils le firent précédemment, avec l'appui du Secrétariat des Métaux. La position du syndicat ayant, en paroles, changé après les accords de Munich, ils crurent à un changement d'orientation et, en tant que « responsables » ils décrétèrent la grève.

Cloisonner une grève dans une seule entreprise au moment où le patronat mène son offensive sur tout le territoire, c'est l'orienter vers la défaite.

Intervenir dans un mouvement en cours en tant que Président du Syndicat et se déclarer contre la grève, comme Costes le fit, c'est se comporter en briseur de grève. Demander aux copains de rentrer tous dans l'usine quand celle-ci est gardée par la garde mobile — du Front populaire — et encourager les ouvriers à continuer le travail quand les plus résolus sont reconduits à la porte par la maîtrise, c'est trahir les travailleurs dans leurs revendications et telle fut la tâche de Costes, Timbault, Doury et Jourdain, stalinien notoire.

Que les travailleurs éclairés par cette trahison ne quittent pas le syndicat, qu'ils se groupent en son sein et fassent un travail persévérant et acharné d'éclaircissement auprès de leurs camarades pour démasquer ces bureaucrates.

Il faut qu'ils exigent l'application d'une démocratie ouvrière qui permettra le retour aux méthodes de lutte de classes.

DIFFUSONS

« La bête trotskyste » explique...

**AUX METALLOS TRAHIS...
POURQUOI ET COMMENT
LES QUARANTE HEURES
ONT ETE ABANDONNEES**

(La grève du 24 mars au 16 avril)
Rédigée par des métallos, une brochure
de 20 pages : 0 fr. 50.

PROBLÈMES DE LA CONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Ce supplément contient la fin des procès-verbaux de nos entrevues avec les délégués du Secrétariat International (voir les numéros précédents), des documents de conclusion de celui-ci, notre réponse, ainsi qu'une lettre de la camarade Jeanne Martin à « la Lutte Ouvrière ».

Les camarades préoccupés par la question de l'unification des deux organisations se réclamant en France de la IV^e (et ces camarades se trouvent hors de ces organisations aussi bien que dans leur sein) pourront ainsi se faire un jugement sur une INFORMATION COMPLETE. Ce fait est déjà pour nous une première réponse aux infectes attaques dont nous sommes l'objet.

Pourparlers entre le Secrétariat International et le Parti Communiste Internationaliste pour l'unification des bolcheviks-léninistes

SUITE DU PROCÈS-VERBAL DE L'ENTREVUE
DU 18 SEPTEMBRE 1938
(Voir N° 147)

Brausch proteste violemment contre ce qui vient d'être dit. Ce ne sont pas des conditions d'unification possible, il est inadmissible que l'on continue à discuter ensemble sur une base pareille. Je quitte la séance. Brausch s'en va brusquement de la salle.

La séance reprend avec les autres camarades restés présents.

Trent. — Faites un pas...

Molinié. — Camarade, si nous faisons encore cinq pas, il ne restera plus grand chose de notre délégation !

Trent. — Il n'y a pas de garanties officielles que l'on puisse donner sur l'avenir du camarade Molinié. Nous n'avons pas pouvoir de le faire. Il est seulement dit que Legrand et moi, personnellement, entreprendrons avec lui le travail de l'aider à sa réintégration. Ceci est entièrement officieux et pas pour les procès-verbaux. C'est le seul moyen possible d'envisager le problème. En faire un problème formel est impossible.

Molinié. — Votre position est à mon avis fautive. Cependant, dites-nous, à titre de camarades américains, quelles seraient les conditions de ma « réhabilitation ».

Legrand. — Ce que Trent a dit est le maximum qu'on puisse dire, et c'est clair pour tout le monde. On ne peut pas résoudre cela de manière officielle.

Molinié. — Il suffit de fixer ces moyens non-officiellement si vous voulez.

Legrand. — Il y a des moyens de discuter et de réaliser cela, le camarade Molinié le sait bien lui-même.

G. Busson. — Les camarades adhérents à la IV^e auront les droits les plus absolus, qui seront respectés de la façon la plus absolue, de défendre dans l'organisation unifiée tous leurs points de vue sur toutes les questions.

Maubras. — La question du camarade Molinié suscitera des différends et des incidents au moins semblables à celui qui vient de se produire. Nous ne pensions pas que nous nous heurterions à une telle intransigeance de votre part.

Legrand. — Il ne s'agit pas d'intransigeance, mais de pouvoir. Comme représentants du S.I., nous ne pouvons pas sauter par-dessus les décisions du S.I. Comme membres individuels de la IV^e, nous pouvons faire des suggestions et donner des conseils, si vous voulez, à un camarade, sur les moyens dont il doit se servir pour se réconcilier avec le mouvement international. On ne pose pas des lois et des règlements. Il faut souligner que, si nous voulons continuer la discussion, ça suffit.

Lebrun. — Le cas Molinié a été décidé par une précédente Conférence Internationale. Nous n'avons pas qualité pour revenir dessus. Au point de vue personnel, Molinié n'est pas un militant d'aujourd'hui (Ni même d'hier, — ajoute Trent), c'est son activité, son attitude, son travail révolutionnaire qui décidera. C'est une nouvelle Conférence Internationale qui aura pouvoir de décider. Il ne s'agit pas, il ne peut pas s'agir d'exclusion perpétuelle, ni d'excommunication. On peut revenir dessus.

Trent. — Cela ne suffit-il pas au camarade Molinié, si nous lui disons que nous sommes prêts à discuter avec lui sur les méthodes et moyens d'aboutir à sa réconciliation avec la IV^e ?

Maubras. — Nous aurons bien du mal à nous faire les défenseurs d'une pareille résolution devant notre organisation.

Trent. — Vous êtes des dirigeants, pas des nouveaux venus.

Molinié. — Les camarades du S.I. ne sont qu'une délégation et disent ne pas pouvoir revenir sur une décision de l'Internationale, cependant cette question existe et se pose et se posera devant l'organisation. Les camarades pourraient, à titre personnel, donner leur avis là-dessus.

Trent. — Malheureusement, nous ne pouvons que rester sur ce que nous avons dit. On pourrait ajouter beaucoup. On va ajouter beaucoup. Le camarade Molinié le sait bien lui-même.

Molinié. — Malheureusement, je n'en ai encore rien su jusqu'ici.

Roland. — Notre devoir, à titre de délégués, est d'évi-

ter une dispersion possible à l'intérieur de notre organisation. Vous nous dites : « Vous n'avez pas à l'exclure ». Cependant, une question se pose. S'il y a encore une réunion avec vous demain, Molinié viendra. Alors ?

Trent. — L'avez-vous exclu ? Non ? Alors !

Trent reprend : Nous n'exigeons naturellement pas que, lorsque vous serez entrés dans le P.O.I., vous meniez une lutte impitoyable pour que le camarade Molinié soit perpétuellement exclu.

Roland. — Est-ce juste ou non ?

Trent. — On ne peut pas examiner ici ce qui est juste ou non. Ce n'est pas le lieu. Il ne s'agit pas de vouloir, mais de pouvoir.

Maubras. — Nous ne pensions pas que nous nous trouverions devant une situation pareille. Permettez que nous nous retirions pour nous consulter.

Trent. — Je vous en prie, tant que vous voudrez, demain si vous le voulez, quand vous voudrez !

Suspension de séance.

La séance reprend avec les mêmes présents.

Molinié. — Nous demandons 24 heures pour réfléchir.

Trent. — On ne peut refuser ce délai. Mais d'après notre plan, tout doit être réglé dans une semaine, parce que dans une semaine les camarades internationaux seront dispersés, par exemple le camarade Legrand sera parti. Ce n'est pas un ultimatum, c'est une indication. Nous insistons pour que vous vous pressiez.

Le P.C.I. demande le texte signé précédemment par les délégués du S.I. Les délégués du S.I. le copient et le remettent au P.C.I.

Séance levée et devant être reprise le lendemain 19-9 à 9 heures du soir.

PROCES-VERBAL DE L'ENTREVUE
DU 19 SEPTEMBRE 1938

Présents : Legrand, Lebrun, Busson et un camarade X... pour le S.I. — Molinié, Maubras, Roland, Martin pour le P.C.I.

Molinié prie le S.I. d'excuser l'absence du camarade Pierre Frank qui a dû partir en voyage.

Maubras demande une réunion préalable des Comités centraux des deux organisations.

Camarade X... du S.I. — Votre lettre était adressée au S.I. Le S.I. vous a répondu et exposé ses propositions. Legrand demande que vous disiez au S.I. si vous jugez ses conditions acceptables.

Molinié. — Le problème d'unification n'est pas un problème formel, ni un problème de personnes. Nous insistons pour une réunion préalable des deux C.C., présidée par le S.I.

Legrand. — Il faut que vous disiez préalablement si nos conditions sont acceptables ou non par vous.

Molinié. — Nous ne les rejetons pas et disons qu'elles peuvent être acceptables. Mais nous devons les soumettre à notre organisation.

Legrand. — Je demande que vous les signiez comme délégués, et notre délégation les soussignera aussi.

Maubras. — Lorsqu'il s'agissait d'un simple procès-verbal à signer, le camarade Legrand a fait suivre sa signature de la mention : On the statement of Lebrun that the minutes are more or less correct ; mais lorsqu'il s'agit d'une résolution de cette importance, vous voudriez que nous signions tout de suite ; nous ne sommes pas le P.C.I., nous sommes des délégués seulement. Il nous faut le temps de réunir l'organisation.

Legrand. — Vous êtes des dirigeants, dirigez !

Maubras. — Dans les conjonctures présentes, l'avant-garde doit se réunir et réunir autour d'elle des camarades qui peuvent tous être des dirigeants.

Lebrun. — Nous vous demandons de nous dire si vous vous engagez à défendre cette résolution et ces conditions d'adhésion devant votre organisation.

Legrand. — Je veux savoir ce que vous pensez, vous.

Molinié. — Nous l'avons dit et c'est écrit dans ces deux procès-verbaux.

Lebrun. — Ne pas s'attacher aux procédures.

Maubras. — Il ne s'agit pas de procédure. Oui, nous attachons une grande importance à notre signature, et Legrand nous en a donné tout à l'heure l'exemple.

Legrand. — Je suis obligé de faire suivre ma signature de cette mention, car personnellement, je ne connais pas le français.

Roland. — Nous acceptons cette base de discussion. Nous avons une conception de l'organisation et du rôle des dirigeants. Nous ne dirigeons jamais notre organisation comme le camarade Legrand voudrait nous le faire faire.

Molinié. — Notre organisation est, et est comme elle est. Nous ne voulons pas créer une situation telle que je me trouve finalement rester le seul qui veuille m'unifier. Il faut faire assimiler tout cela aux deux organisations. Si nous disons être d'accord sur cette base de discussion, cela suffit.

Legrand. — Vous avez complète liberté d'action. Mais en tant que délégués du P.C.I., vous avez, je pense, des instructions précises de votre organisation ? Nous avons aussi une organisation démocratique. Le S.I. ne veut pas trop vous presser, mais il lui semble raisonnable que vous ayez pouvoir, comme délégation, de décider.

Les délégués du P.C.I., à l'unanimité, déclarent accepter cette résolution du S.I. à titre de base de discussion.

Legrand. — Je propose ceci : Que les camarades du P.C.I., aussi bien ceux du S.I., s'engagent à recommander l'acceptation des conditions de la résolution du S.I., chacun à leur organisation.

Les délégués du P.C.I. acceptent de soumettre ces conditions à la discussion de leur organisation.

Legrand. — Portez votre résolution à votre organisation et portez votre réponse.

Molinié. — Nous dirons à notre organisation que nous demandons une réunion commune des deux C.C. pour cette semaine.

Legrand. — Si le P.C.I. accepte ces conditions, le S.I. recommandera une réunion commune immédiate. Sinon, le P.C.I. peut faire des contre-propositions. Et, pour la réalisation pratique de la fusion, les deux C.C. se réuniront.

Molinié. — Alors, si nous ne disons pas maintenant que nous acceptons ces conditions, d'après vous, il y a refus ? L'important, c'est le fait que vous refusez de réunir les deux organisations pour discuter. Vous exigez que nous adhérons à une autre organisation avant de discuter de quoi que ce soit !

Lebrun. — Pour accélérer le processus de l'unification que vous demandez, nous vous demandons de réintégrer la section française qui est une partie de l'Internationale. On ne peut dire que ce soit une adhésion individuelle.

Busson. — Non, puisque vous aurez une représentation dans la direction.

Lebrun. — Vous avez demandé que le S.I. s'oppose aux exclusions à titre de répression. Nous l'avons immédiatement signé comme délégués. Vous demandez une discussion commune des deux organisations. Et vous dites, il faut assimiler ces discussions à la base. D'accord. Vous discuterez et assimilerez une fois réunis, normalement, dans le P.O.I.

Maubras. — Précisez votre pensée : Si cela est accepté, ce n'est pas la réalisation immédiate de l'unification ?

Lebrun. — La réalisation pratique de cette unification sera réalisée par les directions des deux organisations, si vous acceptez.

Legrand. — Je demande que l'on stoppe net cette discussion. Nous supposons que le S.I. vous a envoyé cette résolution comme lettre, et vous y répondrez par écrit.

Molinié. — Nous allons rédiger tout de suite ici, par écrit, ce que nous venons de vous dire, et vous nous répondrez également par écrit tout de suite.

Les délégués du P.C.I. rédigent une résolution qu'ils soumettent immédiatement aux délégués du S.I. — Résolution jointe.

Les camarades du S.I., après en avoir pris connaissance, disent qu'ils répondront par la suite.

Comment le Secrétariat International défigure les pourparlers

NOUS avons bien des fois affirmé qu'une information scrupuleuse des faits était à la base de toute démocratie prolétarienne. C'est pourquoi nous publions ci-dessous, en la commentant, une déclaration du Secrétariat International au sujet du P.C.I. et une déclaration du camarade Cannon, toujours à ce sujet.

Nous rappelons les faits :

Ayant eu connaissance de la convocation d'une conférence d'une fraction des partisans de la IV^e Internationale afin de constituer celle-ci, nous avons envoyé notre adhésion à cette conférence. La veille même de cette conférence, et sans nous prévenir de sa date, une délégation du S.I. nous demanda un texte écrit, dans le but d'éluider notre participation.

Notre texte parvint. La conférence eut lieu sans que nous en ayons été avertis, et une délégation du S.I. qu'elle nomma entra en pourparlers avec nous sur la base des procès-verbaux dont nous avons publié la plus grande partie dans nos précédents numéros.

Après une discussion, dont ces procès-verbaux sont le témoignage, notre délégation a accepté comme base de discussion les conditions posées par le Secrétariat International, mais exigea que, du fait de cette acceptation, s'ouvre une discussion entre les deux organisations, afin que soient assimilées les divergences et créées les conditions de collaboration au sein d'une même organisation des deux tronçons bolcheviks-léninistes qui s'étaient âprement combattus depuis plus de deux années.

Nous avons publié dans notre dernier numéro notre déclaration à ce sujet. Le S.I. devait nous fixer sa réponse ; nous n'avons reçu comme seule réponse que les déclarations qui suivent.

Les négociations n'échouèrent pas sur le cas Molinier car, en réalité, nous attendions la réponse à notre demande de discussion commune des deux organisations.

Voici le texte de la déclaration du S.I. :

I. — Sur la base d'une lettre formelle du P.C.I. (groupe La Commune - Molinier), demandant son admission dans les rangs de la IV^e Internationale, des contacts ont eu lieu entre une commission spéciale désignée par le S.I. et une délégation de ce groupe. Ces contacts ont été finalement suspendus par suite du refus du groupe « La Commune » d'accepter par une réponse catégorique les propositions précises que le S.I. lui avait soumises, en particulier la plus importante et la plus ferme : l'élimination inconditionnelle de Raymond Molinier de toute participation à la section française de la IV^e Internationale et à la IV^e Internationale en général.

II. — Il est nécessaire de rappeler que R. Molinier a été exclu par la Conférence Internationale de 1936 pour sa conduite absolument incompatible avec l'appartenance à une organisation prolétarienne révolutionnaire, expressément, pour tentative d'utiliser l'argent obtenu par des moyens douteux et incontrôlés, en vue d'imposer son contrôle personnel sur l'organisation.

III. — Lorsqu'en liaison avec la Conférence mondiale récemment tenue, le P.C.I. s'est à nouveau adressé à la IV^e Internationale et a formulé une demande d'admission. Il fut décidé par les instances compétentes de clarifier cette question une fois pour toutes, en apportant à sa solution une volonté nette et loyale d'aboutir dans un sens positif. Pour mener à bien les négociations nécessaires et pour que des manœuvres dilatoires ne fussent pas rendues possibles, le S.I. décida de présenter une résolution en 7 points précis contenant les conditions de la fusion entre les deux organisations. Préliminairement, des tentatives du groupe Molinier d'engager le Secrétariat International dans une « discussion générale » furent repoussées par la Commission du S.I. qui demanda que le groupe précise son attitude envers la IV^e Internationale, les décisions de ses conférences et sa discipline. La délégation du P.C.I. se décida alors à envoyer une lettre formelle de demande d'admission à la Conférence, en déclarant se soumettre à sa discipline (Annexe D).

IV. — Le S.I. répondit à cette lettre par la résolution suivante :

« Le S.I., ayant reçu la lettre du P.C.I. datée du 14 septembre, demandant son admission dans les rangs de la IV^e Internationale, propose que la question soit résolue de la manière suivante : 1) Les membres du P.C.I. seront immédiatement admis dans le P.O.I. (section française de la IV^e Internationale) sans délai ; 2) Les membres du P.C.I. recevront une représentation adéquate au Comité Central et au B.P. du P.O.I. avant le Congrès ; 3) La base de l'unification est fournie par les décisions de la Conférence Internationale, qui sont obligatoires pour tous les membres de la IV^e Internationale ; 4) Le cas personnel de R. Molinier ayant été décidé par la Conférence Internationale en 1936, décision qui n'a pas été changée ou modifiée par la Conférence de 1938, celui-ci reste complètement en dehors de la section française unifiée ; 5) Comme membres affiliés au P.O.I., les membres actuels du P.C.I. auront les pleins droits de participer au prochain Congrès du P.O.I. et à la préparation et discussion qui le précéderont ; 6) Les détails organisationnels de la fusion doivent être réglés par le Comité Central élargi du P.O.I. (y compris la représentation des membres actuels du P.C.I., sous le contrôle du S.I. ; 7) Toutes les autres questions de divergences politiques ou organisationnelles, doivent être résolues dans le cadre de la section française unifiée, en accord avec les règles normales qui s'y rapportent. (Résolution adoptée par le S.I. dans sa séance du 16 septembre 1938.)

V. — Dans la première réunion de la délégation du S.I. avec les représentants du P.C.I., ceux-ci ont ex-

primé la crainte de représailles envers ses membres dans la section française unifiée. Dans le but de donner des assurances sur cette question, la délégation du S.I. a exprimé par écrit, sous sa seule responsabilité, sa volonté d'ajouter un autre point (le 8^e), à la résolution, comme il suit : « Une fois la résolution du S.I. acceptée par le P.C.I., le S.I. déclare qu'il s'oppose à ce que soient prises des mesures disciplinaires contre aucun camarade sur les bases des disputes passées. »

VI. — Dans les discussions qui suivirent, il devint parfaitement clair que le point IV (élimination de R. Molinier) était le seul point de contestation. La délégation du P.C.I. demanda que l'on donne des assurances officielles pour la réintégration possible de Molinier dans l'avenir. Cette demande fut rejetée catégoriquement pour cette raison que le S.I. n'a aucun pouvoir de modifier une décision de la Conférence Internationale, et que l'exclusion de R. Molinier a été faite sans conditions. (Des camarades américains, membres de la délégation du S.I., déclarèrent, sous leur responsabilité personnelle, que si Molinier acceptait loyalement les décisions concernant son cas, renonçant à toute participation directe ou indirecte à la vie de la section française et opérant un changement radical dans son activité et sa conduite personnelle, dans ces conditions ils appuieraient pour que son cas personnel soit examiné ultérieurement par l'organisation internationale, et aideraient personnellement à sa réintégration éventuelle. Les camarades américains soulignèrent que leur déclaration n'exprimait que le sentiment personnel qu'ils éprouveraient pour tout camarade s'efforçant sincèrement de rectifier sa conduite et que leur déclaration n'avait et ne pouvait avoir aucun caractère officiel.)

VII. — C'est sur ce point que les négociations échouèrent. La délégation du P.C.I. refusa de donner une réponse catégorique aux résolutions du S.I., et proposa de les accepter simplement « comme une base de discussion ». Dans ces conditions, les négociations n'ayant manifestement aucune perspective de réussite, furent rompues. Il est plus clair que jamais que toute la question du P.C.I. et du journal « La Commune » n'a aucun contenu politique, mais est purement et simplement la question personnelle de R. Molinier et de ses affaires financières.

La porte de la IV^e Internationale reste ouverte, avec la pleine assurance des droits démocratiques normaux, pour les militants du P.C.I. qui sont prêts à accepter les résolutions et à observer sa discipline.

Mais elle est fermée à R. Molinier.

La déclaration de Cannon (Legrand) et quelques commentaires

Afin de compléter le procès-verbal des négociations et de la rupture définitive avec le groupe Molinier, je pense que le rapport du S.I. doit être complété par une déclaration personnelle de ma part. Cette déclaration est nécessaire, à mon avis, par quelques circonstances particulières à cette affaire. Je savais auparavant peu de choses des affaires françaises et des personnes dont il s'agissait. Plus que d'autres camarades mieux informés, j'inclinai à juger la rupture avec le P.C.I. comme une question politique, et j'étais plus optimiste qu'eux sur les possibilités d'une solution politique et d'une unification. Enfin, et il est important de le mentionner, mon attitude était bien connue de part et d'autre. J'ai repoussé mon départ projeté pour rester et prendre part aux négociations, sur la demande personnelle et insistante de R. Molinier et de ses amis.

Cela présentait pour moi des difficultés, mais je dois reconnaître que cette expérience fut hautement instructive. Au cours des négociations officielles, et surtout au cours des entrevues officieuses, la signification réelle de l'affaire du P.C.I. et de « La Commune » se montra à moi sous un jour repoussant, hideux et sordide. En plus des négociations auxquelles il est fait allusion dans la déclaration du S.I., j'ai eu plusieurs conversations personnelles avec Molinier. Le camarade TR. a pris part à la plus longue et à la plus essentielle de ces discussions officieuses. L'essence réelle de l'affaire y fut dévoilée dans toute sa clarté. Il ne fut guère, sinon pas du tout, fait état des obstacles « politiques » à l'unification.

R. Molinier ne voulait que conclure avec nous un marché pur et simple en vue de sa situation personnelle, présente et future. C'est tout. Ni plus, ni moins.

Nous lui dismes dès le début que, s'il avait sincèrement l'intention de se soumettre aux décisions de la Conférence Internationale et de s'efforcer d'obtenir une amnistie par une rupture réelle avec la conduite qui a amené à son exclusion, nous ferions notre possible pour l'aider. Nous ne fimes aucun secret de cette opinion. Bien que nous ne parlions, il est vrai, — comme nous le déclarâmes, — qu'en notre nom personnel, et que nous n'ayions pas pouvoir pour modifier les décisions internationales, il nous apparaissait que notre attitude (qui, au cas d'un changement réel de sa conduite, serait sans aucun doute partagé par d'autres camarades), pourrait laisser ouverte une porte pour sa réintégration dans la IV^e Internationale.

Nous nous efforcâmes de le lui expliquer d'une façon tout à fait amicale, et nous lui tendîmes une main secourable. Sans doute, quelques camarades n'approuveront pas notre façon de poser la question, car elle peut être utilisée par Molinier pour montrer qu'à la différence des camarades français, nous n'étions pas totalement irréductibles dans cette question. En réalité, elle montre que nous avons commencé les négociations avec des illusions, que seule une certaine expérience de notre part pouvait dissiper.

Nous avons fait cette expérience, et sur cette base nous sommes maintenant prêts à reconnaître que l'attitude intransigente des camarades français était beaucoup plus réaliste que la mienne.

En premier lieu, il a été démontré que l'affaire du P.C.I. et de « La Commune » n'est pas une question politique. En second lieu, il n'est pas moins clair pour nous que la conduite qui a causé l'exclusion de R. Molinier découle de la nature même de son caractère. Son caractère n'est pas celui d'un homme politique révolutionnaire, mais celui d'un maître-chanteur.

Dans une conversation personnelle avec le camarade Trent et moi-même, Molinier laissa clairement entendre qu'il était prêt à accepter tous les points de la résolution du S.I., à faciliter la fusion sur cette base, et à quitter complètement l'organisation française — et même le pays — et ceci dans le délai d'une semaine — à une seule petite condition. La condition était que le S.I. lui donne une déclaration écrite officielle comme quoi il pourrait être réintégré au bout d'un an. Il proposa que nous « fassions pression » sur le S.I. afin qu'il outrepassse ses pouvoirs en ce sens.

Il ne doutait pas de pouvoir « faire la pression » nécessaire sur son propre groupe. Il en est toujours ainsi des groupes qui se laissent acheter et dominer par l'argent des autres. Ils n'ont pas de moyens de résister à leur financier.

Naturellement, le S.I. refusa d'accepter le « marché » de Molinier. Il refusa d'acheter la liquidation de « La Commune » et de son groupe en usurpant le pouvoir de modifier une décision de la Conférence. Cela supprimait toute perspective d'arrangement. La réunion officielle des délégations du lendemain fut une simple formalité. Comme on pouvait s'y attendre, l'offre faite la veille d'accepter la résolution du S.I. devint en 24 heures un refus d'en accepter un seul point, sinon comme « base de discussion » pour toutes les fameuses « divergences politiques et organisationnelles » qui n'existent que pour le marchandage.

Sans aucun doute, dans les jours qui viennent, Molinier parlera et écrira beaucoup sur les « principes » du P.C.I. et la nécessité d'en discuter. Mais je sais maintenant pas mal de choses sur lui et je puis assurer qu'il était prêt à vendre son groupe et ses soi-disant principes, contre un certificat de virginité pour sa propre personne.

Le 20 septembre 1938.

J. P. CANNON

Cannon fait allusion dans ces derniers points à des conversations entre les camarades américains et le camarade Molinier. Notre organisation tient à préciser que le camarade Cannon ayant invité le camarade Molinier à avoir des entretiens personnels avec lui, le camarade Molinier en prévint l'organisation et reçut pour mandat, dans ses conversations personnelles, de savoir EXACTEMENT ce que voulaient les camarades américains. Ceux-ci, venant du Mexique, avaient de toute évidence reçu des instructions précises du camarade Trotsky.

Les camarades américains exposèrent dans les grandes lignes au camarade Molinier qu'il avait eu tort de se dresser contre Léon Trotsky et que c'était une lutte où il serait brisé s'il n'entendait pas raison. Ils lui proposèrent de l'aider à se créer des conditions de vie en Amérique et à retrouver le chemin de Léon Trotsky.

Molinier exposa qu'il s'agirait là d'une désertion pure et simple, que cette chose ne pouvait pas être immédiate mais exprima à nouveau que si les conditions d'unification assuraient la viabilité de l'organisation française unifiée, il ne voyait aucune espèce d'obstacle à une solution qui serait propre à écarter les questions aiguës. Il insista beaucoup sur le fait que, sans discussion préalable, l'unification risquait d'être artificielle. S'il n'en était pas ainsi et si une discussion avait lieu, les divergences auraient pu être résorbées ou comprises et, dans ce cas-là, Molinier renouvela qu'il ne voyait aucune espèce de difficulté à militer dans un autre pays. Il posa à ce sujet à Cannon une question bien précise et normale quant aux limites de son éloignement et de son activité révolutionnaire s'il se rendait en Amérique.

Les choses en restèrent là. Cannon déclara s'engager personnellement et regretta que le Secrétariat International ne puisse faire plus.

Le lendemain, une délégation plénière eut lieu. Nous en publions les comptes rendus dans ce numéro-ci.

A AUCUN MOMENT, DANS CETTE REUNION, CANNON NEUT L'ATTITUDE QU'AURAIT NORMALEMENT DU AVOIR UN MILITANT QUI AURAIT ETE VICTIME D'UN CHANTAGE. La réunion ne porta pas du tout sur le cas Molinier.

Quand Cannon déclara que nous n'avons pas accepté un seul point, Cannon ment. Nous avons accepté tous les points comme base de discussion, et notre délégation était d'autant plus souple qu'elle se rendait compte que la déclaration du S.I. cherchait strictement à rompre les pourparlers.

Une nouvelle manœuvre s'ajoute aux autres. Ce n'est pas comme cela qu'on bâtera la IV^e Internationale.

SOLIDARITÉ Révolutionnaire
par le
« Fonds de Secours Rouge »

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».
Le Gérant : BARRATINS.

LETTRE OUVERTE DU P.C.I. A L. TROTSKY

Tout n'est pas permis... même au camarade TROTSKY

PEU après la rupture parmi les bolcheviks-léninistes en France, vous, camarade Trotsky, écriviez à l'un de nos camarades (nous citons de mémoire mais nous ne nous trompons pas, tant ces mots ont chaque jour plus de sens) : « *Nous mettrons le temps nécessaire, nous trouverons les procédés efficaces pour détruire votre groupe.* »

Procédé efficace, c'est ce que fut pour vous l'« unification » de juin 1936 : une fois « LA COMMUNE » supprimée, le P.C.I. fusionné, ceux que vous considérez comme « les vôtres » utilisaient fractionnellement, c'est-à-dire réduisaient à l'impuissance, la direction de l'organisation qui ne devait ainsi rester unifiée que pour quelques semaines.

Le procédé s'était avéré inefficace.

Depuis deux années, P.O.I. et P.C.I. se sont heurtés. « Les vôtres » ont tout tenté pour nous détruire ; mais vous savez maintenant, tout comme nous, ce dont ils sont capables et ce dont ils sont incapables...

La tenue d'une nouvelle Conférence Internationale, notre demande de participation à celle-ci, allaient vous permettre de tenter de renouveler, mais cette fois par le S.I. et non plus par la direction de la section française, le « procédé efficace ». La manœuvre que vous vouliez faire au nom de l'unification vient d'échouer : NOUS AVONS ACCEPTE COMME BASE DE DISCUSSION LES PROPOSITIONS DU S.I. C'était bien gênant, et le S.I. n'avait plus qu'une seule ressource : rompre, sans d'ailleurs nous en aviser... et calomnier. Enfin, vous intervenez à votre tour pour la première fois, par une lettre adressée à un juge d'instruction de l'Etat français.

Dans la lutte politique, beaucoup de choses sont, paraît-il, admises. *Vous nous avez toutefois appris que tout n'était pas permis* ; vous avez encore assez récemment écrit un article sur la morale révolutionnaire, où vous traitez de la corrélation des méthodes employées et du but à atteindre. Très vrai, ceci, mais pas seulement de façon générale. C'est vrai pour chacun de nous, pour vous aussi. *A vous non plus, camarade Trotsky, tout n'est pas permis.* Pour briser une organisation composée de militants qui luttent pour la pénétration du programme bolchevik-léniniste dans les usines, dans les casernes, dans les syndicats, et sont l'objet, quoique n'étant pas dans votre fraction, de la répression de la police bourgeoise et de la répression du Guépéou, vous en êtes réduit à déformer les faits, à salir des militants et à vous associer à des infamies.

Vous aviez chargé le camarade américain Cannon (Legrand) de procéder à l'opération qui devait être « efficace ». Dans une déclaration écrite au moment où il regagnait les Etats-Unis, Cannon parle de son ignorance préalable des affaires et personnes en question en France. Il nous souvient pourtant que, quelques années auparavant, sur vos directives, Cannon passait plusieurs semaines en France pour tenter de résoudre la crise qui suivit notre entrée dans la S.F.I.O. ; peut-être pourriez-vous publier quelques lettres que Cannon vous adressait alors ? Nous aurions une singulière idée de son « ignorance » des militants français, par exemple de Naville après lequel il courait en vain pour le ramener coûte que coûte dans l'organisation, et de Molinier que, lors de son récent voyage, il affectait de qualifier de « his best friend in France » (son meilleur ami en France)...

Cannon, aujourd'hui encore, suit vos instructions. Mais celles-ci ont changé. En huit jours, son ignorance se dissipe... et le P.C.I., aux délégations duquel il a parlé fort correctement, et souvent même sur un ton amical, n'est plus qu'« un groupe qui ne résiste pas à son financier ». Il a préféré jeter à nouveau le trouble sur ces questions financières qui sont pourtant si simples, constituées par les efforts de militants révolutionnaires afin de répondre aux besoins matériels de l'activité et de la lutte contre le capitalisme qu'ils veulent détruire.

Dans l'organisation *soi-disant* « financée », la question de l'unification a été et est discutée par tous. Dans votre fraction internationale, dans sa « section française », ce problème ne fut pas posé... Le S.I. a tout fait sur vos directives ; la direction du P.O.I. elle-même a été soigneusement mise à l'écart des pourparlers ; quant aux membres du P.O.I., il n'est pas question de leur demander leur avis ! C'est peut-être une organisation sans « financier », c'est certainement une organisation sans démocratie. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Encore sur les questions financières. Le S.I. parle de « l'argent obtenu par des moyens douteux et incontrôlés ». Tout comme pour Cannon qui plaide l'ignorance afin de dire à quelques années d'intervalle des choses absolument contraires, le S.I., — dont la composition varie, mais pas le suivisme envers vous — est obligé d'écrire le contraire de ce que vous avez écrit vous-même à plusieurs reprises à ce sujet ; pour ne prendre

qu'un modeste exemple, rappelons entre autres la lettre que voici :

Le 18 août 1933.

Cher Camarade Frank,

Le projet de résolution concernant la question financière ne me paraît pas assez net et catégorique. La résolution devrait être conçue de telle façon qu'elle puisse être publiée dans la presse en cas de nécessité, même sans commentaires. C'est pourquoi ce serait mieux de la diviser en deux parties, l'une concernant les contributions des sections, l'autre concernant le cas M. Dans cette seconde partie, il faut commencer par prendre acte de la décision de la C.E. de la Ligue Française concernant M. (avec une courte citation exacte sur la nécessité pour lui de quitter le commerce et de se consacrer tout à fait à la politique). Le Plenum devrait confirmer cette résolution comme étant tout à fait dans l'intérêt de notre organisation, c'est-à-dire la plus raisonnable utilisation des forces du cam. M. Par conséquent, le Plenum relèverait M. de toutes les obligations financières qui lui avaient été imposées. Le plus important est la partie concernant la commission de contrôle. Parler du « plus bref délai » est absolument intolérable après des attermolements infinis. Il n'y a que deux possibilités : ou la commission de contrôle doit présenter son rapport pendant la session du Plenum ; si elle n'est pas en état de le faire, il faut la condamner pour manque d'énergie dans une question où il s'agit de repousser les calomnies des ennemis de la Ligue. Si le Plenum lui-même pouvait se prononcer sur le fond de la question, et je crois que ce ne serait guère difficile pour lui, il devrait lui-même dans cette affaire purement politique jouer le rôle de commission de contrôle et statuer : que M. ne s'occupait de commerce que dans l'intérêt de l'organisation et que le Plenum réfute avec indignation toutes les calomnies et insinuations dont les auteurs n'ont jamais osé se présenter ouvertement et porter leurs accusations devant une institution compétente.

Tout à vous.

Signé : L. TROTSKY.

Vos désaccords avec nous sur des problèmes précis : *sortie de la S.F.I.O., régime de l'organisation internationale...*, ont transformé Molinier de « militant dévoué et indomptable » et de membre du Plenum international, en financier louche ; les autres militants de notre organisation, en militants corrompus...

En réalité, ni Molinier ni aucun des militants du P.C.I. ne méritait tellement d'éloges un jour ni tellement de reproches un autre jour ! Nous étions et nous sommes restés des militants révolutionnaires, dont la plupart sortent du Parti Communiste, n'ont pas capitulé devant l'U.R.S.S. et le stalinisme, et ne capituleront pas devant vos fautes qui sont, hélas, à la mesure de votre génie politique.

Dans votre « lettre à Monsieur le Juge d'Instruction » relative au témoignage de la camarade *Jeanne Martin* dans l'affaire Klement, il n'est pas une phrase qui ne soit un grossier mensonge. Bornons-nous aux points principaux. La camarade *Jeanne Martin* démontre que, par haine fractionnelle, *vous avez caché la vérité et que vous avez préféré qualifier vérité un mensonge de la presse bourgeoise, du moment où il était utilisable fractionnellement...*

Vous écrivez que notre organisation se fait un point d'honneur de prouver que Klement a trahi son organisation, ce qui, ajoutez-vous, correspond à la thèse défendue par le Guépéou. L'insinuation abjecte *envers des personnes dont vous-même avez invoqué le témoignage contre le Guépéou devant la Commission Dewey*, s'appuie sur deux affirmations mensongères.

Le Guépéou est incontestablement *responsable* de la disparition de Klement ; mais comment ? Là aussi, il nous faut remarquer qu'à quelques jours d'intervalle, vous avez émis des hypothèses diverses avant de soutenir celle du P.O.I. N'avez-vous pas écrit, le 1^{er} août, que, « craignant peut-être pour sa vie ou pour la vie de personnes qu'il aimait », Klement avait peut-être écrit (*submissively*) ce que le Guépéou exigeait ? Jamais « La Commune » n'a, dans ses hypothèses, été si loin.

Vous nous avez appris qu'il fallait rechercher dans une sérieuse et critique recherche des causes, le fil des provocations. Vous nous avez aussi appris que ce n'est pas la critique des erreurs qui est nuisible, mais que ce sont les erreurs elles-mêmes. Les critiques permettent d'intervenir utilement sur le mal. C'est ce que nous avons fait en dégageant les faits troublants de la disparition de Klement, comme la perte de sa serviette quelques jours avant, en spécifiant une fois encore que nous considérons Klement comme non qualifié pour le poste responsable qu'il occupait. Nous le faisons, non « pour avoir raison », mais surtout pour que de telles erreurs ne se reproduisent pas. Vous préférez exiger le silence sur certains faits que vous connaissez aussi bien que nous, tant sur l'activité de Klement que sur l'activité de bolcheviks-léninistes officiels en Espagne... et vous croyez pouvoir appliquer exactement le contraire de ce que vous proclamez nécessaire à la formation des cadres !

Vous nous avez aussi appris que les militants « ne vivaient pas que de politique », que ce qui détermine les rapports entre eux : la morale révolutionnaire, devait tenir compte de ce fait, de leurs tendances et de leurs affinités humaines.

Pourquoi, prenant comme moyen fractionnel à votre disposition un mensonge de la presse bourgeoise que vous connaissez comme tel, vous acharner contre la compagne de votre fils ?

Pourquoi risquer de briser tous les efforts qu'elle déploie pour harceler la justice et la presse bourgeoises afin d'obtenir une enquête qui puisse donner quelque clarté sur la mort troublante de votre fils, Léon Sedoff ?

Pourquoi risquer de briser tous ces efforts par votre affir-

mation difficilement qualifiable qu'elle est « en état de déséquilibre mental » ?

Pourquoi, dans cette rage impuissante à liquider une autre fraction, *fidèle politiquement au programme élaboré en commun avec vous*, tenter à votre manière de briser cette fraction en brisant les nerfs de ceux qui la composent, par des accusations infâmes ? Qu'advierait-il si, en ces heures, votre fraction et vous-même possédiez en main l'appareil d'Etat ?

Vous avez, pendant plus de deux ans, avant d'y participer vous-même, couvert les attaques et les calomnies du P.O.I. contre le P.C.I. Mais à quoi avez-vous abouti ? A propos de la création des Groupes d'action révolutionnaire, vous nous avez accusés, en 1935, de capituler devant Pivert et la vague social-patriote. Le P.O.I. a crié *urbi et orbi* qu'il était le centre de la révolution en France. Ces jours encore, Cannon écrivait dans la presse américaine, sur son retour d'Europe, que *pendant la période de tension internationale, le P.O.I. avait abondamment touché les ouvriers par des réunions, des journaux et des tracts, que son activité avait été chaleureusement soutenue dans les masses et que l'avant-garde se regroupait autour de lui !*

Pourquoi Cannon a-t-il eu, en France, la vue si trouble ? Nous préférons ne pas insister sur la cause. Il n'en reste pas moins vrai que quelques jours après, le P.O.I. décide (?) d'entrer dans le P.S.O.P. ! Il y a moins d'un mois, le P.O.I. obligeait ses sympathisants à quitter le P.S.O.P.... Aucune discussion dans le P.O.I. ne précéda le tournant actuel à 180°, tournant décidé strictement par en haut, dans une résolution de la Conférence internationale, dite à caractère « organisationnel » et non publiée.

Comment une organisation peut-elle s'orienter et se développer, menée à distance de cette façon ?

Nous n'avons rien oublié de ce que nous avons appris de vous. Et c'est vraiment pourquoi nous vous répétons : *tout n'est pas permis, même à vous*. Le parti de la révolution n'est pas créé par une décision de conférence, que vous qualifiez de « grand événement » avant même qu'elle ne fut tenue. Sans démocratie prolétarienne, le parti mondial de la révolution ne sera pas. Le programme bolchevik-léniniste ne triomphera pas par des manœuvres et des calomnies contre telle ou telle fraction de militants, mais au moyen d'une organisation révolutionnaire où la démocratie prolétarienne ne sera pas une formule creuse mais une réalité.

Les hommes changent, les doctrines restent...

Ces moyens inefficaces que vous employez contre nous ne nous feront pas varier d'un pouce dans notre attachement au programme que dégagent les leçons de la révolution d'Octobre, ni dans notre solidarité active au compagnon de Lénine.

Nous ne considérons pas votre despotisme personnel comme une tare du programme bolchevik-léniniste, mais comme un obstacle à ce programme.

Nous vous le répétons une nouvelle fois. Dans le monde, à l'école de vos doctrines, des militants se formeront qui seront capables de créer une organisation de combat. Ses cadres, même s'ils doivent être trempés momentanément dans une lutte fractionnelle avec vous, se formeront.

La IV^e Internationale vivra !

Le 18 octobre 1938.

L'AFFAIRE KLEMENT

Nous recevons de Jeanne Martin, en communication, copie de la lettre ci-dessous, adressée par elle à la « Lutte Ouvrière ».

AUX REDACTEURS, AUX RESPONSABLES

ET AU GERANT

DE LA « LUTTE OUVRIERE »,

15, passage Dubail, à Paris.

Le 19 octobre 1938.

Suite aux deux articles parus dans la « Lutte Ouvrière » n° 93, qui, dépassant le cadre de la critique politique et même de la polémique entre deux organisations révolutionnaires prolétariennes et leurs membres, me mettent personnellement en cause et dénaturent mensongèrement mes actes et mes démarches, — suite à la reproduction par vous, dans les colonnes de la « Lutte Ouvrière » n° 94, datée du 14 octobre 1938, et avec un « chapeau » approbatif, d'une lettre de Léon Trotsky datée du 20 septembre 1938, adressée par ce dernier à un juge d'instruction à Paris, lettre qui me signale avec une intention infamante et diffamante à la justice bourgeoise, — je vous mets en demeure de publier dans le prochain numéro de la « Lutte Ouvrière » la rectification ci-dessous, et intégralement :

Compagne de Léon Sedoff (que j'ai connu lors de son exil en Turquie en 1929) depuis 1931, — convaincue que sa mort, survenue dans les circonstances les plus suspectes, est l'œuvre savante du Guépéou, je poursuis depuis huit mois en justice, et encore vainement jusqu'à ce jour, une plainte en homicide volontaire, appuyée sur un certain nombre de faits précis et sur d'innombrables indices. Mais la justice bourgeoise, qui a ses raisons diplomatiques pour ne pas inquiéter le Guépéou, organisme d'Etat de l'U.R.S.S., n'a encore entrepris aucune enquête réelle, ni recherches effectives, sur ces faits à elle signalés. C'est pourquoi j'ai cherché si, dans la disparition de Rudolf Klement, je ne trouverais pas les éléments irrécusables nécessaires pour démontrer à la justice française que le Guépéou assassine sur le territoire français, champ d'action de cette justice, aussi librement que sur le territoire de l'U.R.S.S. Et c'est pourquoi je me suis attachée avec ténacité à cette affaire.

I. — Léon Trotsky me reproche d'avoir agi « de ma propre initiative ». Et vous écrivez, dans la « Lutte Ouvrière » n° 93 : « De quoi cette dame (sic) se mêle-t-elle ? qui lui a demandé de reconnaître ou de ne pas reconnaître le corps de notre camarade ? » En effet, personne ne m'a demandé de reconnaître ou de ne pas reconnaître le corps trouvé à Meulan. Si j'ai fait, sur mon initiative personnelle, la démarche que vous me reprochez, c'est parce que la disparition de Klement c'était, pour moi, un prolongement de l'assassinat de Léon Sedoff, la même affaire. C'est pourquoi je l'ai suivie avec la même volonté de tirer à jour la vérité.

II. — Contrairement à ce que dit Léon Trotsky dans sa lettre, j'ai très bien connu Rudolf Klement, dès 1933, et 1934 où il a, pendant des mois, travaillé en collaboration étroite avec Léon Sedoff et venait chaque jour à la maison. Par la suite, il continua d'y fréquenter, mais moins régulièrement. Nous avons, Klement et moi, avec d'autres camarades, vécu à deux reprises différentes sous le même toit, celui de Léon Trotsky, d'abord à la villa des « Embruns », aux environs de Royan, puis à Barbizon. La dernière fois que je l'ai vu, c'était le 21 février de cette année, le lendemain de la première inhumation de Léon Sedoff au Père-Lachaise, et où il vint me réclamer les papiers de Léon.

Je me souviens parfaitement, et de son aspect physique — notamment de ses mains, car je l'avais vu bien souvent taper à la machine, et ses mains étaient remarquablement fines pour un homme — et des traits de son caractère.

Ne le fréquentant pas personnellement la dernière année, et n'appartenant pas à la même organisation que lui, je n'ai pas pu connaître son tout dernier pseudonyme, Camille.

III. — Vous prétendez que mon témoignage était dicté par une haine personnelle, et Léon Trotsky précise que j'ai exprimé cette haine « avec une passion extrême » dans mes lettres à lui. Je somme Léon Trotsky de publier, dans leur totalité et leur intégralité, les quelques lettres que je lui ai écrites depuis huit mois, et je le mets au défi de faire preuve, par cette publication, de son affirmation.

IV. — Cette même publication permettra à chacun de voir ce qui, pour Léon Trotsky, est une démonstration « indubitable » du prétendu « état de déséquilibre mental et moral » où je me trouverais.

Bien entendu, je demande également qu'il dise quels sont les actes de ma part qui viendraient, d'après lui, à l'appui de sa si indubitable démonstration.

J'ajoute que, si les juges bourgeois croyaient sur parole, cette affirmation de Léon Trotsky à mon égard eût risqué d'affaiblir la position d'offensive que j'ai prise dans l'investigation judiciaire sur les causes de la mort de Léon Sedoff, et de me priver de mes armes pour défendre une cause qui, je le crois, nous est commune à lui et à moi.

V. — Contrairement à ce qui est dit dans la lettre de Léon Trotsky, les déclarations que j'ai faites n'ont jamais porté sur « la valeur des dépositions de MM. Pierre Naville et Jean Rous ». Mes déclarations ont consisté en ce qui suit et, tout d'abord, je veux mentionner ma première démarche :

Ayant lu dans le journal « Le Temps », paru le vendredi 26 août au soir et portant la date du 27, une information suivant laquelle un jeune homme inconnu avait été trouvé tué de deux balles, dans la région de Perpignan, j'écrivis le 27 août au Parquet de Perpignan, ainsi qu'au juge d'instruction chargé à Paris de suivre l'affaire de la disparition de Rudolf Klement, leur demandant de me mettre à même d'examiner des photographies du cadavre de l'inconnu de Perpignan. Je ne reçus aucune réponse à ces lettres.

C'était avant l'affaire et la reconnaissance de Meulan.

Lorsque les journaux du soir du 30 août m'apprirent que Jean Rous et Naville, dit David, avaient reconnu, dans les restes d'un corps sans tête découvert à Meulan, le corps de leur camarade Klement, j'écrivis le jour même au Parquet de Versailles, puis me rendis, le lendemain matin, à Meulan, d'où l'on me renvoya à Versailles, puis à Paris.

a) Après un premier examen portant uniquement sur des photos, j'ai déclaré que j'étais incapable de me prononcer et demandais à voir les mains elles-mêmes.

b) Quelques jours plus tard, je pus examiner ces mains elles-mêmes, et fut frappée par une grande ressemblance de la main droite, qui m'était présentée, avec le souvenir que j'avais des mains de Klement. Je l'ai déclaré au juge qui en a pris note.

Quant à la dite lettre de Klement, datée du 14 juillet, expédiée de Perpignan et parvenue à Léon Trotsky, et, en plusieurs copies, à plusieurs militants de l'opposition de gauche, le juge, me la présentant, me demanda de l'examiner et de lui dire ce que j'en pensais. C'était, aussi, une photographie de l'un des exemplaires de cette lettre, photographie extrêmement nette. Le texte de la lettre était tapé à la machine, mais suivi de deux lignes d'écriture manuscrite et d'une signature : « Adolphe » (l'un des pseudonymes que prit Klement).

Je constatai et déclarai :

a) Que l'écriture manuscrite ressemblait à celle de Klement (Je signale, en passant, que Léon Trotsky avait déclaré la même chose dans un article daté du 1^{er} août qu'il publia dans le « Socialist Appeal », organe officiel du Parti Socialiste Ouvrier des Etats-Unis, nu-

méro du 13 août), mais que le Guépéou ne pouvait manquer de posséder de parfaits spécialistes et que ce pouvait être une bonne imitation.

b) Que la frappe comportait plusieurs fautes, et que cela m'étonnait qu'elles aient pu être commises par Klement, qui, sans être dactylographe professionnel, tapait fort bien à la machine. (Je me souviens lui avoir, en 1936 ou 1937, à une époque où il était sans ressources, procuré, entre autres travaux à domicile, des copies à faire à la machine pour des maisons de commerce et qu'il s'en acquitta parfaitement.)

c) Que le contenu de la lettre ne pouvait avoir été ni pensé, ni rédigé par Klement. En effet, même si nous retenons un instant, par hypothèse, que Klement, fatigué ou désabusé, ait pu quitter volontairement son poste et le mouvement, il aurait alors eu deux possibilités : ou bien partir sans daigner s'expliquer, ou bien tenter de justifier son départ en s'en expliquant publiquement et par écrit.

Or, d'intelligence moyenne mais fort au courant, par ses fonctions mêmes, des choses de notre mouvement politique et de l'histoire de nos organisations et fractions, Klement n'aurait pu commettre, dans cette lettre, dite de lui, les erreurs de fait qui s'y trouvent. De plus, il se serait, dans le cas d'un départ volontaire, et s'il avait décidé de s'expliquer, appliqué à fournir une argumentation plausible, qui tint debout, démontrât quelque chose, et fût compréhensible pour les camarades qu'il aurait quittés.

Mais cette lettre n'offre qu'un puzzle d'accusations puisées, pour la plupart, évidemment et directement, dans le langage habituel du Guépéou, et n'en offre même pas une tentative de démonstration.

Là se sont bornées mes déclarations au sujet de la lettre.

VI. — Après mon premier examen des photographies, la presse bourgeoise, le 1^{er} septembre, déforma totalement mon premier témoignage, mais ne publia jamais le démenti que je lui fis parvenir le même jour (une mention de ce démenti parut dans la « Révolution Proletarienne »). Je remis également le texte de mon démenti à un camarade du P.O.I. pour en donner connaissance à son organisation, laquelle n'est d'ailleurs pas sans avoir eu, en leur temps, connaissance de toutes mes déclarations, au moins par l'intermédiaire de ses avocats et du dossier du juge.

VII. — J'ai expédié à Léon Trotsky les textes de mes déclarations et de mon démenti ; Léon Trotsky me retourna ma lettre et mes documents DECHIREES, manifestant ainsi que sa position était prise indépendamment des faits (ce qui est au moins curieux, venant d'un marxiste) et uniquement par hostilité envers moi et envers mon organisation.

VIII. — Je relève la phrase dans laquelle Léon Trotsky observe que : « QUOIQUE amie intime (sic) de mon défunt fils », j'étais et suis membre d'une organisation prolétarienne différente, et ne sais quelle anomalie il prétend souligner dans cette remarque ?

Je me suis limitée ici aux questions qui me visent personnellement dans les articles de la « Lutte Ouvrière » et dans la lettre de Léon Trotsky, laissant à mon organisation, le P.C.I., de répondre comme elle le jugera nécessaire, sur les points qui la concernent.

IX. — Militante des organisations révolutionnaires depuis l'année 1920, adhérente au Parti Communiste en 1921, membre du noyau qui lança « La Vérité », organe de l'opposition de gauche, en 1929, exclue du P.C. en 1930 comme oppositionnelle de gauche, je suis évidemment prête à soumettre tous les documents concernant les questions soulevées dans cette lettre, devant toute commission qualifiée de militants de l'avant-garde révolutionnaire.

Jeanne MARTIN (Despallières).

Le 19 octobre 1938.

Une réponse à « la Lutte Ouvrière »